



Revue de presse
Réseau des journalistes africains
Spécialisés sur le développement durable
et le changement climatique
Novembre 2022

1





Références : COP 27, COP 28, UE, COP 30, PNUD, CCNUCC, Accord de Paris, CITES, CEDEAO, BIDC, Fonds vert pour le climat, UEMOA, COP 15, GIEC, AU, AFDB, UNECA, NEPAD, UICN, FEM, FAO, AAAP, FMI, REDD+, AIE, G20, G7, V20, Pacte de Glasgow, OMM, UNICEF, COMIFAC, CEEAC, Cible d'Aichi, WWF, AFD.

Table des matières

Rabah Karali (Algérie) ; Cop 27 : un accord à l'arraché ; L'Actuel, novembre 2022.....	4
Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux de l'économie circulaire au Bénin ; Notre environnement en question, Radio Parakou, ORTB, novembre 2022.	6
Edem Dadzie (Togo) ; Décentralisation : Le Togo bénéficie d'une assistance technique pour la création de communes climato-intelligentes ; Le Papyrus, 1 novembre 2022.....	6
Eric Ojo (Nigeria) ; African CSOs Advocate Concrete Climate Action As COP27 Beckons ; African Examiner, 1st November 2022.....	9
Eric Ojo (Nigeria) ; COP27 Must Rebuild Trust, Re-establish Ambition To Tackle Climate Change – UN Chief ; African Examiner, 4th November 2022.	11
Alyaa Abo Shahba (Egypte) ; Hunting across Egypt: No quail in autumn? Ahram Online, Tuesday 8 Nov 2022.	13
Edem Dadzie (Togo) ; CoP 27 : L'Afrique de l'Ouest demeure solidaire et coordonnée face au défi climatique ; Le Papyrus, 8 novembre 2022.	22
Akossiwa Kpegli (Togo/France) ; Climat : Ces solutions d'adaptation que l'Europe pourrait copier à l'Afrique ; Sci Dev, 8 novembre 2022.	25
Eric Ojo (Nigeria) ; Remain Steadfast In Fighting For Climate Justice, AU Urges Member States ; African Examiner, 10th November 2022.	28
Boris Ngounou (Cameroun) ; Égypte : la réserve de Ras Mohammed rejoint la Liste verte de l'UICN ; Afrik 21, 12 novembre 2022.....	31
Youssouph Bodian (Sénégal) ; Grand reportage sur l'engagement des femmes africaines à la COP 27 sur le climat ; RFM 12 novembre 2022.	33
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : la déforestation parmi les freins à l'objectif de +1,5°C d'ici à 2100 ; Afrik 21, 14 novembre 2022.....	34
Umbo Salama (RDC) ; COP 27 : « Et si chacun plantait au moins un arbre » ; Ici Congo, 14 novembre 2022.	36
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : lancement d'un guide sur le financement climatique équitable ; Afrik 21, 15 novembre 2022.....	39
Eric Ojo (Nigeria) ; Experts At COP27 Endorse New Climate Finance Roadmap To Mobilize \$1trn ; African Examiner, 16th November 2022.	42

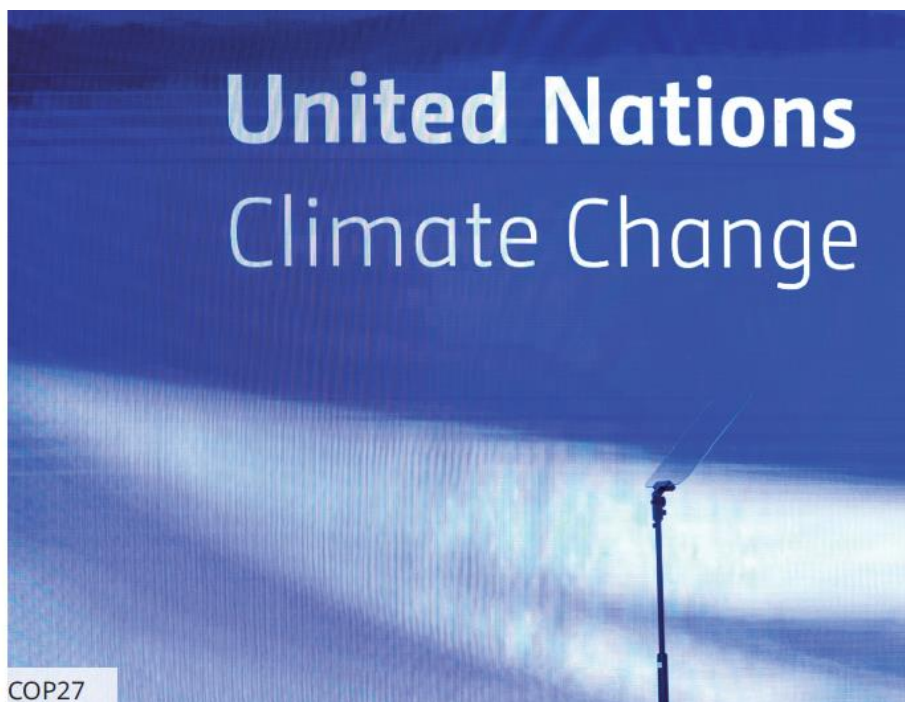




Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le changement climatique provoque une perte drastique de la biodiversité ; Afrik 21, 16 novembre 2022.	44
Michaël Moukouangui Moukala (Gabon) ; Flore : la déforestation réduite de 28% au Gabon en 2021 selon La Forest Declaration Assessment ; La lettre verte, 17 novembre 2022.	47
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : les activistes africains s’opposeront aux projets pétroliers et gaziers ; Afrik 21, 17 novembre 2022.	49
Edem Dadzie (Togo) ; CoP 27 : Points saillants à retenir des négociations climatiques de Charm-El-Cheick ; Le Papyrus, 20 novembre 2022.	51
Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe : des pompes solaires pour répondre aux changements climatiques à Harare ; Afrik 21, 22 novembre 2022.	55
Christian Brice Elion (Congo) ; Maritime : les ports appelés à utiliser les énergies moins polluantes ; ADIAC, Jeudi 24 novembre 2022.	57
Eric Ojo (Nigeria) ; African Countries Want Climate Fund To Be Based On Public Donations – Envoy ; African Examiner, 24th November 2022.	58
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP 27 : la Comifac réclame le financement promis en faveur de ses forêts à la COP 26 ; Afrik 21, 25 novembre 2022.	61
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : l’UE s’engage à débloquer 350 millions d’euros par an pour la biodiversité ; Afrik 21, 28 novembre 2022.	63
Denise Kyalwahi (RDC) ; Eaux : Une marche pour soutenir la première conférence maritime sur l’Economie bleue en Afrique centrale ; Naturel CD, 28 novembre 2022.	64
Boris Ngounou (Cameroun) ; COP 15 : les aires protégées d’Afrique au cœur des enjeux du sommet ; Afrik 21, 29 novembre 2022.	67
Mariem Khadhraoui (Tunisie) ; Tunisie : Les cimentiers, les minéraliers et le secteur bancaire s’engagent volontairement pour la biodiversité ; Challenges, 30 novembre 2022.	69
Umbo Salama (RDC) ; Le journalisme peut-il aussi sauver la planète ? Ici Congo, 30 novembre 2022. ..	72
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la déforestation, parmi les causes des éboulements de terrain ; Afrik 21, 30 novembre 2022.	78
Michaël Moukouangui Moukala (Gabon) ; Gabon : Comment la certification forestière modélise la gestion durable des forêts ? (Analyse) ; Direct Infos, 30 novembre 2022.	80



Rabah Karali (Algérie) ; Cop 27 : un accord à l'arraché ; L'Actuel, novembre 2022.



Un accord à l'arraché

Urgence. La COP27 a adopté une résolution prévoyant, notamment, la création d'un fonds dédié pour financer les dégâts climatiques déjà subis par les pays « particulièrement vulnérables », décision qualifiée « d'historique » par ses promoteurs.

Après avoir joué les prolongations, le rideau est enfin tombé sur la COP27 après d'ultimes négociations afin de sortir de l'impasse sur le financement par les pays riches des dégâts climatiques déjà subis par les pays pauvres, et sur la réaffirmation des ambitions climatiques. *« Je suis toujours préoccupé par le nombre de questions non résolues, notamment sur les finances, l'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre, ndlr), les pertes et dommages, dégâts déjà causés par le changement climatique »,* a lancé aux délégués réunis en plénière

le président égyptien de la conférence sur le climat, Sameh Choukri. D'ailleurs, les travaux de la Conférence ont buté depuis sur les mêmes questions, et sous couvert d'anonymat, des délégués ont multiplié les critiques sur la conduite des négociations par la présidence.

Adoption du principe d'un fonds spécial

La COP27 a adopté une résolution prévoyant, notamment, la création d'un fonds dédié pour financer les dégâts climatiques déjà subis par les pays « particulièrement vulnérables », décision qualifiée « d'historique » par ses promoteurs. La décision a été adoptée

par consensus en assemblée plénière sous un tonnerre d'applaudissements, en clôture de la conférence climat annuelle de l'Onu, à Charm el-Cheikh en Egypte. Elle souligne le « besoin immédiat de ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates pour aider les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables » aux impacts « économiques et non-économiques » du changement climatique. Parmi ces modes de financements possibles figure explicitement la création d'un « fonds de réponse aux pertes et dommages », une revendication forte des pays en développement, qui ont fait bloc sur ce dossier.



Les modalités de mise en œuvre de la décision, et donc du fonds, devront être élaborées par un comité spécial pour adoption à la prochaine COP28, fin 2023 aux Emirats arabes unis. La question des pertes et dommages, plus que jamais au centre des débats après les inondations dévastatrices qui ont récemment frappé le Pakistan et le Nigeria, a bien failli faire dérailler la COP27. Elle n'a été mise à l'ordre du jour qu'au tout dernier moment, après de longues réticences des pays riches, et à la condition que la question d'éventuelles responsabilités juridiques ou dédommagements soit écartée.

Les pays développés se sont ensuite longuement opposés à toute idée de fonds dédié. Finalement, l'Union Européenne a fait une offre acceptant un fonds, à condition qu'il soit réservé aux pays « particulièrement vulnérables », ce qui exclurait des bénéficiaires les pays en développement ayant connu

une forte croissance de leur richesse, comme la Chine. Cette mention figure, en effet, dans la résolution adoptée mais pas directement concernant le fonds. L'UE souhaitait également que soit mentionné un élargissement de la « base de contributeurs », ce qui permettrait d'inclure la Chine. Mais cette éventualité devra être discutée par le comité et fera certainement l'objet d'après débats. Les Etats-Unis, première puissance économique et pollueur historique mondial, et la Chine sont restés publiquement très discrets sur ce dossier. Mohamed Adow, directeur de l'ONG Power Shift Africa, ardent défenseur du fonds, s'est félicité de cette adoption : « Au début de ces pourparlers, les pertes et dommages n'étaient même pas à l'ordre du jour. Et maintenant, nous entrons dans l'histoire. »

Organiser la Conférence mondiale pour le climat en 2025 en Amazonie ?
Fraîchement élu, le président brésilien, Lula, a proposé d'organiser la conférence

mondiale pour le climat en 2025 « en Amazonie », poumon vert indispensable à l'équilibre du climat et de la biodiversité mondiale. Une annonce qui a certainement remonté le moral des pessimistes quant à l'issue optimiste de la COP27, engluée dès son ouverture dans les désaccords.

« Nous allons parler au secrétaire général de l'Onu et lui demander que la COP30 se déroule en Amazonie », a déclaré Lula qui prendra ses fonctions le 1er janvier et effectuera à la COP27 son premier déplacement à l'étranger depuis son élection fin octobre. « Le Brésil ne doit pas être isolé » sur la scène internationale, a-t-il souligné. « Le Brésil est de retour » et « sera une force positive pour relever les défis mondiaux », avait-il déjà tweeté mardi, à son arrivée en Egypte ■

A. K.



Ernest Agbota (Bénin) ; Les enjeux de l'économie circulaire au Bénin ; Notre environnement en question, Radio Parakou, ORTB, novembre 2022.

Pour télécharger l'émission :

<https://drive.google.com/file/d/1ciXePCKftTyPVJhC3CFeEQ4bppWEpN-/view>

Le Papyrus

6

Edem Dadzie (Togo) ; Décentralisation : Le Togo bénéficie d'une assistance technique pour la création de communes climato-intelligentes ; Le Papyrus, 1 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.info/decentralisation-le-togo-beneficie-dune-assistance-technique-pour-la-creation-de-communes-climato-intelligentes/>





Le consortium constitué par OIKO LOGICA S.L. (OIKO), l'ONG Jeunes Verts (JV) et Climate Analytics (CA) est en train d'apporter une assistance technique pour la création de communes climato-intelligentes au Togo. C'est à travers le Projet d'assistance technique pour le développement d'une méthodologie pour la création des communes climato-intelligentes au Togo, et la formulation de quatre Plans d'action d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Le projet est à une phase très avancée.

Dix communes sur les 117 que compte le pays sont concernés par ce projet. Ce sont : Agou 1, Dankpen 2, Kéran 1, Kloto 1, Kpendjal 1, Lac 1, Mô 1, Oti Sud 1, Tchaoudjo 4, et Yoto 2. Le projet est financé par le Centre et réseau sur les technologies climatiques (CTCN) et est mis en œuvre sous l'assistance technique du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), et sous la coordination du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières (Merf).

« Il s'agit d'un projet d'assistance technique qui est issu d'une requête adressée par le gouvernement du Togo au CTCN. Le CTCN est lié à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le Togo a donc été appuyé par le Pnud-Togo dans le cadre de cette requête. La requête consistait à demander à ce que le CTCN puisse appuyer le Togo pour développer des documents de politique en matière de mise en place de communes climato-intelligentes. C'est ainsi que l'on a sélectionné les 10 communes cibles. Il s'agit d'un projet pilote. En termes de mise en œuvre, le CTCN ayant reçu la requête du Togo, a identifié au niveau mondial l'institution ou les institutions qui sont les mieux placées pour venir livrer cette assistance technique au Togo », nous a confié Dr Moussa Na Abou Mamouda, expert en changements climatiques.

« C'est ainsi que OIKO, une organisation basée en Espagne a été choisie. Pour exécuter le projet sur le terrain, OIKO a à son tour identifié des parties prenantes qui sont au Togo. OIKO a ainsi pris contact avec Climate Analytics qui a un bureau au Togo ; et aussi une autre structure, à savoir Jeunes Verts. D'autres experts au niveau mondial ont été impliqués pour la mise en œuvre de cette assistance technique. Le projet a commencé depuis un an, et l'on rentre maintenant dans la troisième phase qui concerne la rédaction des Plans d'action d'adaptation et d'atténuation pour les différentes communes qui seront sélectionnées », a poursuivi Dr Moussa Na Abou Mamouda. Le développement des Plans d'action d'adaptation nécessite au préalable des analyses de la vulnérabilité des communes cibles face aux variabilités climatiques. La matrice de vulnérabilité fut la méthodologie d'évaluation de la vulnérabilité retenue par le projet. Pour ce faire, des données socioéconomiques et des informations climatiques ont été collectées au niveau de chacune des dix communes auprès des ménages, des décideurs locaux et des représentants des organisations de la société civile.





« Les collectivités territoriales doivent comprendre la problématique des changements climatiques. On parle de termes techniques, mais qui ont beaucoup de sens dans la vie de tous les jours au niveau des collectivités locales. Il est par exemple question de l'exposition aux changements climatiques. Là, il s'agit de voir les ressources dont dépend la vie des communautés, et à quel degré elles sont exposées aux changements climatiques. On parle aussi de sensibilité. Même si l'on est exposé, est-ce qu'on est sensible, c'est-à-dire, est-ce qu'on est affecté par le problème, et comment on est affecté ? Et on parle aussi de capacités d'adaptation. Si on est exposé, si on est sensible, est-ce qu'on a les moyens pour y faire face ? Ce sont les terminologies autour desquelles l'on discute avec les communautés. Parce que ce sont ces terminologies qui permettent de mesurer la vulnérabilité de ces communautés face à la question du changement climatique », a expliqué l'expert.

« Il faut aussi être en mesure de dire quelle est la communauté qui est la plus vulnérable. Il y a dix communes togolaises qui sont impliquées dans ce projet. Et l'exercice que l'on est en train de faire consiste à les former à pouvoir évaluer la vulnérabilité au niveau de ces communes. La finalité est de pouvoir classer ces communes selon leur degré de vulnérabilité. L'on a pris deux communes par région et cela fait les dix. Selon le degré de vulnérabilité, mais aussi selon d'autres critères que les décideurs politiques prendront en compte, on pourra classer ces communes et identifier quatre. Ces quatre feront l'objet de Plans d'action de lutte contre le changement climatique, en matière d'atténuation et d'adaptation. Cela permettra d'attirer et d'approcher les bailleurs de fonds avec du contenu, et de leur expliquer la nécessité que toutes les autres communes du Togo puissent être concernées », a-t-il ajouté.

8

Les dix communes sont outillées pour s'adapter aux changements climatiques

Les matrices de vulnérabilité sont des ressources dont la maîtrise par les cadres des administrations communales faciliterait l'action climatique au niveau local. Un atelier a donc été organisé du 26 au 28 octobre 2022 à Kpalimé. L'atelier était destiné à renforcer les capacités des techniciens des communes cibles du projet sur la maîtrise de l'approche de communes climato-intelligentes et la méthodologie d'élaboration des matrices de vulnérabilité d'une part, et à effectuer des exercices de création participative des matrices de vulnérabilité des dix communes.

Au niveau des collectivités locales, l'on exprime de la satisfaction. « La commune de Mô 1 se réjouit d'être parmi les dix communes retenues pour ce projet, et les résultats de ces travaux vont beaucoup nous aider dans la réalisation d'un Plan climat dans notre commune. La commune de Mô 1 s'étend sur une superficie de 865 km², commune riveraine de près de 40 km avec le parc national Fazao-Malfakassa, ayant une population d'à peu près 26 000 habitants. La population est résiliente, et nous avons d'importants atouts sur le plan naturel.





Grâce à ce projet, nous connaissons notre statut, et nous avons assez d'éléments pour exploiter le plan qui sera réalisé », a témoigné Kloun Baye, maire de la commune de Mo 1.

L'administration publique territoriale était présente et compte avoir un œil sur la suite des événements. « Cette séance de renforcement des capacités est vraiment adaptée aux besoins des collectivités territoriales. Parce que toute l'étendue du territoire national est frappée par les aléas climatiques. Suite aux travaux de groupe et aux réactions qu'il y a eu, on peut conclure que les participants ont assimilé les sujets abordés. Grâce aux rapports de l'ONG Jeunes Verts, le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires pourra continuer à s'assurer que les communes parviennent à mettre en œuvre les acquis de ce projet », a affirmé Kodjolo Wéwéma, géographe à la Direction de la décentralisation et des collectivités locales (DDCL).

L'ONG Jeunes Verts a joué un rôle important sur le terrain et compte le poursuivre. « La plus grande étape du projet a été l'enquête de terrain et la collecte des informations auprès des ménages, du secteur privé, de la société civile, des autorités locales ; et aussi, l'organisation des focus groupes dans les dix communes sélectionnées. A la suite de l'atelier, nous aurons à sensibiliser les communautés sur les résultats issus de ce projet, et comment elles pourront procéder pour être beaucoup plus résilientes », a indiqué Raïssa Oureya, chargée des programmes à l'ONG Jeunes Verts.

9



Eric Ojo (Nigeria) ; African CSOs Advocate Concrete Climate Action As COP27 Beckons ; African Examiner, 1st November 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/african-csos-advocate-concrete-climate-action-as-cop27-beckons/>

(AFRICAN EXAMINER) – Ahead of the 27th Conference of the Parties (COP27) of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) holding Egypt this month, a coalition of Nigerian and African Civil Society Organisations (CSOs) have canvassed for concrete action to address climate change.





The CSOs gave the charge at the Abuja Climate Caravan, an event which featured display of Arts for Climate by students which gathered at the Millennium Park and later followed by a street walk to the Green Building at Maitama axis of Nigeria's federal capital city.

The Abuja Climate Caravan is an initiative of Oxfam in Nigeria, which is aimed at bringing CSOs and representatives of climate impacted communities together to demand for pragmatic climate action.

The event was organized by Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation (GIFSEP), with the support of Oxfam in Nigeria, a group of independent Non-Governmental Organizations (NGOs) formed Oxfam International in 1995, to share knowledge and resources and combine their efforts in the fight against poverty and injustice.

GIFSEP is a non-profit organization founded on the ideals of environment education, climate change adaptation and mitigation, renewable energy and sustainable development. Its mission is to mobilize communities to build resilience to a changing climate, to conserve and protect the environment.

Meanwhile, more than a hundred African civil society organizations are currently traveling across 28 countries including Nigeria to Egypt to present their Joint Declaration calling for more climate justice.

Together, the 28 participating countries expect their Heads of State and Government to defend the interests of their own populations, in particular by supporting the agro-ecological transition and protecting the rights of farming communities by preserving natural environments and by demanding greater accountability from emitting countries to finance adaptation measures on the continent.

Team Lead-GIFSEP for the Abuja Climate Caravan Team, Mr. David Michael Terungwa said the proceedings at COP27 should give adequate representation to the youth and women in order to achieve better and more inclusive outcomes.

“The process, we emphasize, must promote better representation of youth and women in decision-making bodies. We also call on the rich countries to live up to its climate commitments from the Paris Agreement – including mobilizing \$100 billion a year for climate action in developing countries through 2025 and to take its fair share of this climate crisis that particularly affects the African continent including Nigeria.

“This movement of unison reflects the magnitude of the climate crisis in Africa. The continent is facing an unprecedented hunger crisis in the Horn of Africa and West Africa – 66 million people are facing hunger in part because of droughts that are becoming more frequent and severe as rainfall becomes more erratic and unpredictable. As a report



released last week by Oxfam reminded us, rich countries' aid to West Africa to cope with climate change is insufficient and is dangerously increasing debt levels", he said.

Mr. Terungwa also harped on need for the Nigerian Government to go beyond signing agreement and policy statements without real action on the ground. He added that climate induced floods in the past one month caused the death of over 600 people, displaced millions of people, with farms and farm lands washed away with very slow response.

"While we demand for climate finance and loss and damage during international negotiations. We must help our people build resilience.

"As we head into the 2023 general elections Nigeria's and the media should interrogate the candidates on their plans for climate action and should vote for candidates who show a clear understanding of the issues. We should vote for climate. We want Climate Justice Now!", he stressed.

Eric Ojo (Nigeria) ; COP27 Must Rebuild Trust, Re-establish Ambition To Tackle Climate Change – UN Chief ; African Examiner, 4th November 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/cop27-must-rebuild-trust-re-establish-ambition-to-tackle-climate-change-un-chief/>



(AFRICAN EXAMINER) – Secretary General of the United Nations (UN), António Guterres has said that the 27th Conference of the Parties (COP27), beginning in Sharm el-Sheikh,





Egypt, this weekend, should be leveraged to rebuild trust and re-establish the ambition needed to avoid driving our planet over the climate cliff.

Guterres made the observation on Thursday while briefing reporters at UN Headquarters in New York.

He also harped on the need for countries to rebuild trust between the North and South at the conference, adding that emissions are on course to rise by as much as 2.8C by the end of this century – far from the necessary and agreed 1.5 degrees, or lower.

“And that means our planet is on course for reaching tipping points that will make climate chaos irreversible, and forever bake in, catastrophic temperature rise”, he said.

He also called for a “historic pact” between the developing and developed world where the onus is on the richer economies to deliver on their promises to reach the 1.5 degree goal, laid out in the Paris Agreement.

“COP27 must be the place to close the ambition gap, the credibility gap, and the solidarity gap”, he added.

The UN chief said those in denial of ‘loss and damage’ due to climate change in the developing world, need only look at the disastrous floods in Pakistan.

“Getting concrete results on loss and damage is the litmus test of the commitment of governments to help close all these gaps”, he further told journalists.

While speaking on Russia’s decision to rejoin the Black Sea Grain Initiative and the Ethiopian agreement to end the war in Tigray, Guterres noted that it demonstrates the power of multilateralism in action.

He further disclosed that the deal to free-up vital foodstuffs from Ukraine had hit “a new milestone” with 10 million metric tonnes now shipped through the Black Sea humanitarian corridor, in just three months.

“Despite all the obstacles we have seen, the beacon of hope in the Black Sea is still shining and the initiative is working”, he stressed.

With Russia back in the fold and ships on the move again from three Ukrainian ports – with most of their cargo for human consumption, bound for developing world countries in need, the UN chief said he had two priorities going forward.

Firstly, ‘renewal and full implementation’ of the deal, followed by the removal of the remaining obstacles to the export of food and much-needed fertilizer, from Russia.



He said he and the UN were fully committed to both objectives, stressing the need to urgently address the “global fertilizer market crunch”.

“We cannot allow global fertilizer accessibility problems, to morph into a global food shortage. Both the grain deal and the signing of a binding agreement by Ethiopian authorities and Tigrayan rebels to end fighting and allow aid back in to war-ravaged Tigray, showed not only multilateralism at work, but the value of discrete – but determined – diplomacy”, he further explained

ahramonline

Alyaa Abo Shahba (Egypte) ; Hunting across Egypt: No quail in autumn? Ahram Online, Tuesday 8 Nov 2022.

Pour accéder à l'article : <https://english.ahram.org.eg/News/478945.aspx>

13

Alyaa Abo Shahba and Mohamed Abo Leila travel to hunting areas across Egypt and find that flawed inspections and other problems may be putting some migratory birds at risk.



In 1962, Egyptian Nobel laureate Naguib Mahfouz warned people about the possibility of the extinction of migratory quail birds coming to Egypt in his famous novel *Al-Samman wal-Kharif* (Autumn Quail).



In this book, Mahfouz compared the extinction of the idealism of the novel's hero to flocks of quail going to their doom each year as they pass over Egypt.

Every year in September, quail and another 240 kinds of migratory birds fly from Europe to Africa passing through Egypt looking for warmer areas and hoping to return by the end of the season to their original habitats. However, in Egypt, quail are often eaten for food, and their decreasing numbers are putting them at risk of extinction.

Weak supervision and inspection and being scattered in numerous areas increase the chances of poaching and hunting migratory birds. This is despite Egypt's commitment to international agreements to preserve the birds, as the country is the second most important route for migratory birds worldwide.

Egypt ranks as the first Arab country in terms of hunting migratory birds, followed by Libya and then Tunisia, according to a BirdLife International report for 2021. Egypt also ranks second in the Mediterranean basin in terms of hunting migratory birds, preceded by Italy and followed by Syria, Lebanon and Cyprus. The report ranks Egypt as the most dangerous place for migratory birds in the Mediterranean Basin.

Birdlife International is a global partnership of NGOs that strives to conserve birds and their habitats.





There are 34 sites for birds coming from Europe and Asia in Egypt, among them 15 important sites for migratory birds, with one of them being the Borollos Reserve. It is over 200 km from Cairo to Lake Borollos or about three hours by car. The present writers were accompanied by an environmental activist who preferred to remain anonymous. This person worked as our guide, providing us with information about the area and the hunting there.

We met our first bird hunter on the Baltim shore overlooking the Mediterranean. There were hunters there with five metre nets that violate hunting regulations.

Thabet Abu Zaid is a man in his sixties who inherited his hunting hobby from his father and owns a 1,000 square metre piece of land overlooking the sea where he puts his nets during the hunting season. He has permission to do so from the Border Guard Department, for which he pays LE100 (\$5) for the season and then sets up the nets no more than 200 m from the shore. According to Thabet, most fishermen do not adhere to this distance, which was approved by the Ministry of Environment in the Official Gazette in September 2021.

Thabet explained how he hunts migratory birds, among them quail. "I used to catch around 200 birds a day, but now is the beginning of the season and I catch 50 quail a day. After that either I catch only one or sometimes none. People who use acoustic devices can catch dozens of birds," he said.

There is a lack of supervision in the use of these devices, which users put on the hills and not on the shore line. The annual hunting decree issued by the Ministry of Environment at the beginning of the season determines the distance that nets can be from the seashore. It used to be 500 m and then changed to 200 m in 2021.

The ministry justifies the amendment by saying that the distance in some places was within the range of lakes or residential areas. It has also been running a scientific study in cooperation with Nature Conservation Egypt (NCE), a local partner of BirdLife International, to determine the best distance and regulations for hunting.





ACOUSTIC DEVICES: The annual decree to regulate hunting issued by the ministry prohibits using ultrasound devices in hunting quail and other birds, which is why poachers fail to obtain official permits.

One of the hunters and the environmental specialist we interviewed said that hunting using such devices will eventually contribute to the extinction of the birds, among them quail.

The devices mimic the sounds of migratory birds, attracting them to where they are then trapped in gum-covered trees. The birds stay stuck for hours and may die before they are collected. They are then sold for around LE10 each to village traders like the one in the Mastoura village we visited, where there are an estimated 4,000 poachers in this village of 15,000 people. From there, the birds are sold locally or exported to the Gulf countries.

The Chinese-made devices contain 182 different bird sounds, and hundreds more can be downloaded. Although they are forbidden, they can be easily bought on e-marketing Websites like Amazon and Alibaba at prices ranging between LE2,000 and LE6,000.

We headed to the Mastoura village, which lies 48 km from the Baltim seashore, searching the alleys between the small white brick houses for a poacher in his 30s called Shaalan, a pseudonym, who sells and repairs these devices. He said that he catches around 300



different birds a day, including quail, ducks, pintails, garganeys, and greenfinches, and he offered to sell us a falcon, a bird that the Ministry of Environment has banned from hunting.

Shaalan poaches falcons from time to time, the last being in 2019, when he sold them for LE267,000 (\$14,800), dividing the money among 10 partners who had stayed in the desert with their families for three months.

You cannot go to Mastoura without visiting the house of “the prince of migratory birds”, a trader in his 60s called Mohamed Al-Fallah. He has been a hunter for 54 years and describes himself as the “most important migratory bird trader in Egypt”.

Birds chirp inside cages hanging on the front of his house, and inside there is a wall of pictures of Al-Fallah with the peregrine falcons he owned earlier. Behind that there is a room with large refrigerators stacked with frozen birds. “There is no such thing as extinction. If God created something, it will never go extinct. God endowed us with the birds,” Al-Fallah said.



European turtle doves, orioles, and desert warblers have the highest demand in the Gulf, according to Al-Fallah, and prices can reach up to LE120 for doves, whereas orioles are sold for LE35.





Migratory quail numbers have also decreased in the North Sinai region, with about 2.5 million birds being hunted annually, specifically at Lake Bardawil. Continuing the current hunting practices will contribute to the extinction of the birds in Egypt, according to a study by Omar Atom, a professor of biology at Indiana University in the US.

The latest “Red List” report on threatened species in Europe shows that one in five bird species on the continent is heading for extinction and 344 have already disappeared, according to an analysis by BirdLife International.

The Ministry of Environment permits the hunting of 21 kinds of migratory birds in Egypt, according to Ayman Hamada, head of the Department of Biodiversity at the ministry, justifying this by pointing to two important criteria. The first is the status of the species according to the International Union for the Conservation of Nature, and the second is whether a given species can tolerate hunting without this affecting its numbers or ability to continue breeding and maintain its survival.

He said that quail in Egypt were not threatened and could bear a certain amount of hunting.

BIRD BUSINESS: According to a study by the ministry, some 1.5 million quail are hunted in the Borollos Nature Reserve alone during the three months of the hunting season, with an annual return of LE5,664,000.

Exporting the birds to the Gulf countries is one of the reasons behind the intensity of the hunting, said environmentalist and founder of Nature Conservation Egypt (NCE) Sherif Bahaeddin, who added that this started ten years ago when the birds began to be frozen for export to these countries.

Egypt resumed exporting local poultry in October 2020, following the requirement that the birds should be domestic and not migratory. Law 4/1994 prohibits the export, import, or trade in migratory birds, live or dead, in whole, cut in parts, or in the form of derivatives.

But Salwa Al-Halawani, a researcher at BirdLife International, said that the “birds are exported frozen for eating, so it is difficult to know if they are domestic poultry, migratory quail, or songbirds.”

Article 28 of Law 94/1994 states that the hunting, killing, or catching of birds, wild animals and aquatic creatures, the possessing, transporting, exporting, importing or trading in them, alive or dead, whole or cut in parts or in derivatives, or destroying their natural habitats can be punished by imprisonment and a fine of no less than LE5,000 and not more than LE50,000.



However, the law may be broken for economic reasons. “Hunting migratory birds is my livelihood. I don’t know anything else,” said Shaalan, adding that he goes out hunting in the desert with his family to save on living expenses, borrowing to repay his debts after hunting and selling the birds he catches.

According to a study by Basma Sheta, a professor in the Department of Zoology at Damietta University, some families’ income depends on the hunting season, whereas the rest of the year they depend on fishing. These families consider migratory birds as a “blessing from heaven”, she said. The prices that the birds fetch are tempting for such families, encouraging hunting and making it difficult to convince them to abandon it in order to preserve biodiversity.



Al-Halawani has studied the social and economic conditions of the hunters, angering the Ministry of Environment in so doing as the study revealed the absence of supervision of poaching. Some 75 per cent of hunting practices are illegal, and the study indicated that the majority of hunters receive only small amounts of money. The price of a songbird (passerine) can be only LE1, meaning that profit only increases with large numbers. The average income of the hunters is around LE500 per day (\$26).





Bahaaeddin criticises the absence of interest from research centres to study and monitor hunting rates, stressing that economics is the most important part in controlling the hunting system. The hunters depend mainly on the birds for a livelihood, so solutions taking account of economic aspects must be developed.

This was applied in the Gabal Al-Zeit area on the Red Sea, where wind turbines to generate electricity have been installed. Saber Riyad, an environmental consultant and field officer for a bird hunting project, said that some local residents had cooperated with protection associations and been trained to monitor the movement of birds. This had provided them with job opportunities that were better than hunting migratory birds, he said.

The head of the Department of Biodiversity at the ministry said that a socio-economic study of the situation of the hunters had been done in cooperation with a project funded by the European Union, the French Global Environment Facility, and the ministry, in order to understand the economic background better and to look for solutions.

LACK OF SUPERVISION: Article 45 of the Egyptian constitution specifies the state's obligation to preserve biodiversity and protect species in danger of extinction.

Former advisor to the minister of environment for biodiversity Mustafa Fouda said that government efforts to control hunting had not been sufficient and that there had been negligence in implementing the law, however. Supervision had been difficult owing to the insufficient number of employees responsible, he added, and bureaucratic problems had meant that matters were simply left as they were, often for reasons of cost.

The Water and Environment Police may not have the resources properly to enforce the law, and resources were often directed to other things beside the protection of nature or migratory birds. Even so, there had been some positive local experiences.

Fouda disapproved of the issuance of the decree to regulate hunting and the absence of a mechanism for its implementation, stressing that there are a large number of poachers hunting migratory birds without permits. They are supposed to be punished for violating hunting laws, according to amended Law 9/2009, which increased the penalty from LE500 to LE30,000.

He added that sometimes some hunters adhere to the rules during awareness campaigns, "but things go back to where they were once the inspection campaigns are over." Moreover, the ministry is mostly interested in fighting the hunting and trafficking of birds of prey such as eagles and falcons and has little interest in songbirds and passerines.

Fouda thinks the solution lies in forming an independent division to manage the nature reserves, and in fact a draft law to this effect was sent to parliament and the cabinet, though it was later set aside. More effective and comprehensive legislation is required, he





said, suggesting the foundation of a Nature Protection Authority that would be affiliated to the Ministry of Environment.

For its part, the ministry admits difficulties in implementing the hunting legislation. “We’re suffering from weak follow-up and control over hunting operations due to few resources, including material and human resources,” it said.

“We have few vehicles capable of reaching the hunting areas, and we acknowledge that there is a problem in monitoring the implementation of legal standards for hunting, especially with the problem of the declining numbers of birds such as quail,” said Ayman Hamada, head of the Department of Biodiversity at the ministry.

Hamada said that the proposal to establish an authority with the specific responsibility to protect nature was what had long been dreamed of, and efforts had been made to establish it since the 1990s. These may be resumed again after the UN COP27 Climate Change Conference in Sharm El-Sheikh in November, he said. The question would be how far the new authority would be resourced, he added, allowing it to perform its role in conserving biodiversity.

HUNTING TRIPS: We also monitored hunting trips in Egypt promoted on Facebook as a hobby, different to the hunting that takes place for economic reasons.

These trips include hunting with rifles, sometimes using a type of cartridge that shoots multiple bullets at the same time and hitting larger numbers of birds. This type of cartridge is illegal, but it is still used on the North Coast from Alamein to Salloum.

We contacted one of the people responsible for hunting trips in Fayoum. Called Abu Ahmed, he confirmed that it is illegal to hunt migratory birds on Qaroun Lake in Fayoum, which was why he makes artificial “ponds” for the birds to gather around.

Article 15 of the Protection and Development of Lakes and Fisheries Law 46/2021 prohibits the exploitation or establishment of any facilities or activities on areas located near protected lakes without the state’s permission.

Concerning the trips for hunting migratory birds announced on social media, Hamada said that there was a problem with implementing the law as hunters could claim that their social media accounts had been stolen, or that the photographs were not genuine, or they could simply evade the police.

Egypt has signed many international agreements related to the protection of migratory birds, the most important of which is the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) regulating the trade in wildlife and criminalising the trade in species facing the danger of extinction including falcons and eagles.





But besides hunting, there are other factors destroying the birds' natural habitats, including climate change, something confirmed by Bahaaeddin. He said that the annual monitoring of bird migration had shown changes in the numbers of the birds. Some species had decreased and others had increased. Other species had been monitored that did not exist before in Egypt.

This is in addition to the destruction of wetlands and lakes such as the Manzala and Borollos lakes, which have shrunk in size. The North Coast has become an urban environment in some areas, affecting resident and migratory birds.

Khaled Al-Noubi, director of Nature Conservation Egypt who is currently preparing a thesis on the impact of climate change on Egypt's migratory birds, said the birds had already been affected by a lack of water and an increase in temperatures, both of which threaten biodiversity.

Le Papyrus

22

Edem Dadzie (Togo) ; CoP 27 : L'Afrique de l'Ouest demeure solidaire et coordonnée face au défi climatique ; Le Papyrus, 8 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.info/cop-27-lafrique-de-louest-solidaire-et-coordonnee-face-au-defi-climatique/>

L'Afrique de l'Ouest tout comme le reste du continent africain subit de plein fouet les effets des changements climatiques. On évoque beaucoup la question des pertes et préjudices, l'adaptation et la finance climat. Ce sont d'ailleurs les priorités que défendent ces pays. À la CoP 27 qui se tient à Sharm-El-Sheick en Égypte du 6 au 18 novembre 2022, les pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) comptent défendre ces idéaux collectivement.

Le caractère transfrontalier des changements climatiques implique que certaines réponses se situent au-delà de l'échelle nationale. La Cedeao agit de longue date sur le climat notamment dans les domaines comme l'énergie, l'agriculture, l'élevage, l'eau, les infrastructures, la santé, les services climatologiques, la gestion des risques de catastrophe. Au cours des dernières années, l'institution régionale a accru son leadership régional pour mieux coordonner l'action climat, aux côtés et en soutien des États membres





pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et renforcer la résilience aux changements climatiques.

La valeur ajoutée de l'échelon supranational s'illustre à travers un certain nombre d'initiatives. Pour structurer son action, la Cedeao s'est dotée en 2022 de sa première Stratégie régionale climat contenant une vision à l'horizon 2050 et un premier plan d'actions 2022-2030. Cela contribuera à la vision 2025 de l'organisation sous régionale, et est en cohérence avec la stratégie climat de l'Union africaine.

Avec ce document, la Cedeao fixe des objectifs régionaux d'adaptation et d'atténuation déclinés par secteurs, l'objectif étant que l'ensemble des politiques et projets régionaux soient compatibles avec l'Accord de Paris. La Cedeao soutient également la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans ses États membres. Par le renforcement des capacités nationales, des appuis techniques à plusieurs pays, un guide de la Cedeao pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, des partages de bonnes pratiques via la revue « Histoires de CDN en Afrique de l'Ouest », la Cedeao accompagne les efforts nationaux pour répondre aux changements climatiques

Concernant la mobilisation de la finance climatique, une demande a été formellement faite en 2022 afin que la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC) puisse accéder directement au Fonds vert pour le climat. L'on peut aussi évoquer la création d'une table ronde régionale des partenaires techniques et financiers animée par la Commission de la Cedeao, l'élaboration d'une cartographie des flux financiers climat vers la zone Cedeao-CILSS (Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse au Sahel), la formation de plus de 500 cadres dans toute la région... De nombreuses actions sont menées pour mobiliser plus fortement la finance climat dans la région.

En outre, des pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques sont diffusées dans toute la région. Les bonnes pratiques d'agriculture intelligente face au climat incluant l'agroécologie émanant de projets de terrain ont été expérimentées, documentées, assurant leur diffusion dans toute la région. La gestion des données hydro-climatiques étant essentielle pour intervenir sur l'adaptation aux changements climatiques, les outils et bases de données hydroclimatologiques ont été harmonisés dans les 17 pays de la zone Cedeao-CILSS par le Centre régional Agrhymet. Des références scientifiques de mesure du carbone des écosystèmes agroforestiers représentatifs d'Afrique de l'Ouest ont également été constituées. C'est une première dans la région.

L'importance du GRANIC dans les négociations sur le climat

Le Groupe régional d'appui aux négociations internationales sur le climat (GRANIC) de la Cedeao favorise l'émergence de positions communes ouest africaines à porter au sein





des groupes des négociateurs constitués, notamment lors des CoP. Ce groupe se réunit deux fois par an en présence des négociateurs des États membres.

En amont de la CoP 27, le groupe a retenu plusieurs positions communes des négociateurs des États membres de la région et s'est organisé pour représenter au mieux les intérêts de la région au sein des différents groupes thématiques prioritaires de négociations. Le travail de coordination se poursuit pendant toute la CoP 27, avec notamment des temps de travail hébergés sur le pavillon Afrique de l'Ouest.

La région Afrique de l'Ouest s'est entendue sur les attentes de la région à la CoP 27. Et c'est sur l'avancement de ces sujets prioritaires que l'Afrique de l'Ouest jugera du succès ou non de cette CoP. Ces attentes portent sur : la hausse de l'ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'article 6 de l'Accord de Paris, l'adaptation, les pertes et préjudices, la finance climat.

Le GCCA+ Afrique de l'Ouest, un exemple de projet de coopération

Le projet GCCA+ AO est mis en œuvre par Expertise France sous le leadership de la Commission de la Cedeao et en collaboration avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Financé par l'Union européenne et la France à hauteur de 12 millions d'euros et 100 000 euros respectivement, ce projet vise à contribuer à l'effort régional de mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il s'inscrit dans une dynamique de coopération régionale.

Les activités menées tout au long de ces 5 dernières années ont été conçues et mises en œuvre dans un objectif de produire une coordination renforcée à l'échelle de la région ouest-africaine, garante d'une réponse climatique à la hauteur de l'urgence. D'une durée de 60 mois, le projet GCCA+ AO se termine à la fin 2022.

Quatre institutions régionales tiennent un pavillon commun à la CoP 27

La Cedeao et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), en partenariat avec l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et le CILSS tiennent le pavillon « Afrique de l'Ouest » pendant toute la CoP27, témoignant de la forte mobilisation des institutions régionales sur le climat aux côtés des États. Plus qu'un symbole, ce pavillon témoigne de la volonté des institutions régionales de renforcer leur coopération autour du défi commun que constituent les changements climatiques. Ce pavillon abritera des rencontres et Side events organisés par les États d'Afrique de l'Ouest ou les institutions régionales, et sera un lieu de travail pour coordonner les positions des négociateurs de la région. Le pavillon contribuera à renforcer la voix de l'Afrique de l'Ouest sur la scène internationale climat et à valoriser l'action climat des institutions régionales ainsi que celle de leurs États membres.



Akossiwa Kpegli (Togo/France) ; Climat : Ces solutions d'adaptation que l'Europe pourrait copier à l'Afrique ; Sci Dev, 8 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.scidev.net/africaine-sub-saharienne/scidev-net-at-large/climat-ces-solutions-dadaptation-que-leurope-pourrait-copier-a-lafricaine/>



Un exposé lors de la conférence de Paris. Crédit image: SDN / A.N. Kpegli

[PARIS] En prélude à la COP 27 sur le climat et à la COP 15 sur la biodiversité qui se tiennent du 6 au 14 novembre en Egypte, des scientifiques de l'Institut de recherche pour le Développement (IRD) et leurs partenaires du Burkina Faso et du Sénégal ont animé une conférence de presse hybride le 3 novembre 2022 à Paris en France.

Question de présenter des solutions concrètes d'adaptation ancrées dans la science, menées en Afrique et applicables en Europe face à l'urgence climatique et à l'érosion de la biodiversité.

Parmi ces solutions proposées, la chimiste Yvonne Bonzi, enseignante-chercheuse à l'université de Ouagadougou – Joseph Ki-Zerbo (Burkina Faso) évoque le recours au sorgho comme alternative aux traditionnelles cultures céréalières.



Selon ses explications, cette plante est originaire du Sahel et est peu exigeante en eau et en intrants en plus de résister aux maladies et aux ravageurs.

“Au Sénégal par exemple, on a mis en place une plateforme avec les acteurs de l’agriculture pour traduire l’information climatique en termes de production agricole ; ce qui est un outil de sensibilisation qui sera intégré dans le plan d’adaptation national du pays”

Benjamin Sultan, IRD

Dans le même ordre d’idées, Sébastien Barot, directeur de recherche et conseiller scientifique en matière de biodiversité à l’IRD, explique que la plantation des graminées de la savane africaine permettrait d’améliorer l’action des engrais et d’en diminuer l’usage.

A l’en croire, cette méthode est une solution face à l’agriculture intensive au Nord qui n’est pas durable parce qu’elle est basée sur une réduction de la diversité végétale cultivée.

Yvonne Bonzi mentionne aussi une pratique agricole traditionnelle appelée zaï. Elle consiste à faire pousser les plantes dans des trous pour y concentrer la matière organique et les eaux de ruissellement.

Cette technique, dit-elle, permet de restaurer les sols et est déjà exploitée dans le cadre du programme de la Grande muraille verte.

Le climatologue Benjamin Sultan, auteur-contributeur du 6e rapport du GIEC (Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat) explique qu’il est important pour le Nord de prendre en compte, comme c’est le cas en Afrique, la production des scénarios climatiques et les prévisions météorologiques pour déployer les stratégies d’adaptation.

« Au Sénégal par exemple, on a mis en place une plateforme avec les acteurs de l’agriculture pour traduire l’information climatique en termes de production agricole ; ce qui est un outil de sensibilisation des politiques du secteur de l’agriculture qui sera intégré dans le plan d’adaptation national du pays », témoigne le chercheur.

Diffusion de l’information climatique

Dans son exposé qu’il n’a pas pu présenter mais qui a été résumé par les organisateurs de la conférence, Ousmane Ndiaye, directeur de l’Exploitation de la météorologie à l’Agence nationale de l’aviation civile et de la météorologie (ANACIM) du Sénégal le confirme si bien.

Il souligne en effet que le Sénégal se base sur la diffusion de l’information climatique afin qu’elle soit utilisée par les communautés dans l’agriculture, le pêche et la santé pour anticiper les crises et éviter les pertes humaines ou matérielles ; favorisant leur adaptation aux aléas climatiques.





Benjamin Sultan affirme d'ailleurs que « ce dispositif va intégrer d'autres secteurs tels que l'élevage, la santé et l'hydrologie qui sont des secteurs très importants pour le Sénégal ».

Le climatologue attire aussi l'attention sur l'exemple de Djibouti qui, selon ses explications, a fédéré toute la recherche en Afrique de l'Est et les observations en termes de climat, d'impact sur l'agriculture, sur la santé, sur l'immigration, sur les conflits pour avoir un seul dispositif d'information pour ensuite guider l'adaptation au réchauffement climatique.

Le pays a mis en place un observatoire d'analyse avec des technologies de pointe telles que des calculateurs sur la simulation climatique et le lancement de deux nano satellites pour surveiller le climat.

« Il a réussi à fédérer de grands pays comme le Kenya, la Somalie, l'Ethiopie qui sont souvent touchés par la sécheresse, pour avoir une initiative africaine de surveillance de climat », se félicite Benjamin Sultan. Pour sa part, l'économiste Flore Gubert, vice-présidente au sein du directoire de la Fondation maison des sciences de l'homme (FMSH) invite les pays du Nord à s'inspirer de « l'agentivité » des populations africaines qui choisissent de migrer face à l'urgence climatique.

Cette puissance d'agir, pour elle, est la preuve d'une stratégie d'adaptation au triple bénéfique en réduisant la pression sur les ressources locales, en apportant une main d'œuvre manquante dans les régions productrices de céréales par exemple et en soutenant financièrement la région d'origine par l'envoi d'une partie des revenus.

Pour l'IRD, organisateur de cette conférence, ces interventions montrent que les pays d'Afrique sont aussi des acteurs majeurs de l'adaptation face aux changements climatiques ; et que toute l'expérience acquise par l'Afrique alimente la science des solutions qui peut bénéficier au Nord pour faire face à l'urgence climatique et à l'érosion de la biodiversité.



Eric Ojo (Nigeria) ; Remain Steadfast In Fighting For Climate Justice, AU Urges Member States ; African Examiner, 10th November 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/remain-steadfast-in-fighting-for-climate-justice-au-urges-member-states/>



28

(AFRICAN EXAMINER) – The African Union (AU) has urged its member countries to remain steadfast in their fight for climate justice in order to achieve the desired results in Africa.

AU Commission chairperson, Moussa Faki Mahamat gave the charge in his opening remarks at the African Day event which was held on the sidelines of the ongoing 27th United Nations Climate Conference (COP27) in Egypt.

The 'Africa Day' provided countries and development partners, including the African Development Bank (AfDB), the opportunity to highlight measures to tap the continent's unique economic potential.

The event was organized by the AU Commission, AfDB, the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), and the New Economic Partnership for Africa (NEPAD) Planning and Coordinating Agency.



Hundreds of young people from across the continent seized the chance to urge the world's industrialized nations to deliver on their climate finance pledges and other commitments to Africa without further delay. They also presented a symbolic torch to their leaders as a constant reminder for climate action.

Mahamat also noted that the challenges facing Africa in the wake of the Covid-19 pandemic and the Russia-Ukraine war had become enormous, adding that it had taken a toll on government budgets across the continent.

“Work is going on across the continent, many governments have rolled out initiatives to address climate impacts and build resilience. But the challenges are huge, and time is not on our side”, he told the audience.

Similarly, the Kenyan Minister of State for Environment and Forestry, Soipan Tuya said Africa remained a strong force in the climate negotiations.

“To maintain this unity of purpose, it remains important that the negotiators and the AU are in continuous dialogue and engagement”, she added. She also called on developed nations to scale up mitigation actions and support.

Antonio Pedro, Acting Executive Director for the UNECA, Antonio Pedro expressed optimism for Africa's future, saying that a bright future awaits the continent despite its challenges.

“We need to change the African narratives from a country of challenges to a continent of opportunities”, he stressed.

He noted that the Democratic Republic of the Congo (DRC), for example, had the world's largest cobalt reserve to manufacture electric vehicle batteries.

“We must invest in the green recovery, ensure just energy transition to universal access to electricity. We must build agriculture and food systems”, he added.

Petro also observed that accelerating food systems is essential to achieving the AU's Agenda 2063.

Notably, the AU Commission and the Global Center for Adaption signed a memorandum of understanding to mobilize at least \$25 billion for the African Adaptation

Acceleration Program—established by the Center and the AfDB, over five years. This is to prepare the continent for the consequences of climate change faster and at scale.





President of AfDB, Dr. Akinwumi Adesina said with Africa's vast and unique arable land, what the continent does with agriculture could impact global output. "But we cannot unlock our agriculture potential unless we adapt to climate change", he cautioned.

Dr. Adesina pointed to the fact that the AfDB Group was leading many climate action initiatives to boost mitigation and adaption. He said initiatives include scaling up adaption finance, providing farmers with climate-resilient technologies, supporting the youth to adapt to climate change, and launching the 'desert-to-power' solar energy project to turn the Sahel region into a renewable energy powerhouse.

Young people at the event called on the AU to ensure that the conference implement decisions reached at the meetings with no further delay. "We are making a request as young people that adaptation is of importance to the African people. We want action now," youth leader Lucky Abeng said.

COP27, commonly referred to as "the African COP," allows Africa to spotlight its special needs, circumstances and opportunities.

It is also expected to deliver action on an array of issues critical to tackling the climate emergency – from urgently reducing greenhouse gas emissions, building resilience and adapting to the inevitable impacts of climate change, to delivering on the commitments to finance climate action in developing countries.

30



Boris Ngounou (Cameroun) ; Égypte : la réserve de Ras Mohammed rejoint la Liste verte de l'UICN ; Afrik 21, 12 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/egypte-la-reserve-de-ras-mohammed-rejoint-la-liste-verte-de-luicn/>



31

La réserve naturelle marine de Ras Mohammed, le plus ancien parc national d'Égypte, vient de recevoir le certificat de la Liste verte de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Par cette distinction, l'Égypte qui accueille du 6 au 18 novembre 2022, la 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27), est reconnue pour ses efforts déployés pour protéger ses écosystèmes naturels, notamment les récifs coralliens, les mangroves et les herbiers marins de la mer Rouge.

La réserve naturelle marine de Ras Mohammed, créée en 1983 en tant que premier parc national d'Égypte, vient de recevoir le certificat de la Liste verte de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). L'annonce est faite par les autorités égyptiennes, en marge des travaux de la 27e conférence des Nations unies sur le climat (COP27) qu'elles accueillent jusqu'au 18 novembre 2022.

S'étendant sur 850 kilomètres carrés à l'extrémité sud de la péninsule du Sinaï, à l'est de l'Égypte, Ras Mohammed est l'un des 10 meilleurs sites au monde reconnus pour la



gestion efficace de ses écosystèmes marins, et la première aire marine protégée en Afrique et au Moyen-Orient à intégrer la Liste verte de l'UICN.

La récompense de 10 ans de conservation

Pour atteindre ce niveau de reconnaissance en matière de conservation, le ministère égyptien de l'Environnement, à travers avec le National Conservation Sector (NCS), a noué des partenariats avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ces trois partenaires ont collaboré de 2010 à 2020 sur un projet visant les systèmes de financement et de gestion des aires protégées.

Il s'agissait notamment de soutenir les efforts du NCS dans la minimisation des impacts du tourisme sur les récifs coralliens autour de Ras Mohammed, y compris à proximité des sites de plongée sous-marine. Le projet comprenait également une étude visant à documenter l'état et les menaces pesant sur les ressources marines de la mer Rouge, et le lancement d'un programme de surveillance axé sur la couverture corallienne dans la région du sud du Sinaï.

L'épanouissement des récifs coralliens

À Ras Mohammed, la surveillance des récifs coralliens a révélé jusqu'à 90% de couverture de corail vivant dans certaines zones, avec une moyenne de plus de 65%. C'est nettement plus élevé que les zones en dehors de la réserve qui ont environ 20 à 30% de couverture de corail vivant.

Les récifs coralliens font partie des écosystèmes les plus biologiquement diversifiés et les plus précieux de la planète. Selon l'UICN, environ 25 % des poissons de l'océan dépendent de récifs coralliens sains et environ un milliard de personnes dans le monde bénéficient directement ou indirectement des services écosystémiques fournis par les récifs coralliens.

Mise en place en 2014, à l'occasion du forum mondial des parcs, la Liste verte de l'UICN est une campagne mondiale pour une conservation réussie de la nature. Au cœur de cette campagne se trouve la norme de durabilité de la Liste verte, qui constitue une référence mondiale sur la manière de relever les défis environnementaux du 21e siècle. En septembre 2021, elle ne contenait que 59 sites dans le monde.





Youssouph Bodian (Sénégal) ; Grand reportage sur l'engagement des femmes africaines à la COP 27 sur le climat ; RFM 12 novembre 2022.

Pour écouter le reportage : <https://www.rfm.sn/podcasts/grand-reportage-sur-l-engagement-des-femmes-africaines-a-la-cop-27-sur-le-climat-277>



33

Les africaines se sont fait remarquer à la COP 27 de Sharm El Sheikh en Egypte. Qu'elles soient responsables de groupes, négociatrices ou activistes, elles se battent à leur manière pour la prise en compte des intérêts de l'Afrique et surtout des femmes et des enfants parmi les plus touchés par les impacts des changements climatiques. Une couche vulnérable, qui selon ces femmes, ne bénéficie pas assez des financements climatiques. Youssouph Bodian est allée à la rencontre de ces amazones africaine à la COP 27.

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : la déforestation parmi les freins à l'objectif de +1,5° C d'ici à 2100 ; Afrik 21, 14 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cop27-la-deforestation-parmi-les-freins-a-lobjectif-de-15c-dici-a-2100/>



34

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) restent à des niveaux record en 2022. Selon une étude publiée le 11 novembre 2022 par le Global Carbon Project, les émissions mondiales de CO₂ devraient atteindre 40,6 milliards de tonnes en 2022, ne laissant à ce rythme qu'une chance sur deux d'éviter de dépasser un réchauffement de 1,5°C dans neuf ans. Le rapport situe la déforestation en RDC, parmi les principaux facteurs d'émissions mondiales de CO₂

Le rapport 2022 sur les émissions de CO₂ produit par le Global Carbon Project et son équipe internationale d'une centaine de scientifiques, et financé par la Fondation BNP Paribas, a été publié le 11 novembre 2022. Il indique que les émissions mondiales de CO₂ devraient atteindre 40,6 milliards de tonnes en 2022 avec une hausse de 1% par rapport à 2021 et tout près du record de 2019 qui était de 40,9 milliards de tonnes.

Bien que ne figurant pas parmi les principaux pays émetteurs de CO₂, la République démocratique du Congo (RDC) est épinglée pour son rôle dans la conversion des forêts. Le pays d'Afrique centrale est cité avec l'Indonésie et le Brésil, comme les principales zones de la planète où les émissions de CO₂ liées à la déforestation sont les plus





élevées. Les chercheurs du Global Carbon Project notent que les émissions liées aux changements d'affectation des terres, en particulier la déforestation, devraient s'élever à 3,9 milliards de tonnes de CO₂ en 2022. L'Indonésie, le Brésil et la RDC contribuent à hauteur de 58 % à ces émissions mondiales.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la RDC est le pays où le taux de déforestation est le plus important. De 1990 à 2015, le taux de déforestation en RDC est resté constant à 0,20%, ce qui équivaut à la perte de 311 000 hectares par an. Une publication du Centre pour la recherche forestière internationale (Cifor), fournit un taux net qui a doublé entre les deux périodes analysées, passant de 0,11 % entre 1990-2000 à 0,22 % entre 2000-2005.

Les émissions de CO₂ d'origine fossile

Les émissions d'origine fossile sont les principaux responsables du réchauffement climatique. Selon l'étude, les émissions de CO₂ produites par la consommation d'énergies fossiles, notamment le pétrole, le gaz ou le charbon, dépasseront en 2022 leur niveau record, après le trou d'air dû au Covid19.

Les émissions mondiales de CO₂ d'origine fossile devraient ainsi augmenter de 1 % par rapport à 2021, pour atteindre, au total, 36,6 milliards de tonnes de CO₂, soit un peu plus que les niveaux de 2019, avant la pandémie de la Covid-19. Les émissions provenant du charbon devraient augmenter d'environ 1 %, mais pourraient conduire à un nouveau pic mondial. Cette situation est en partie liée à la crise énergétique qui pousse beaucoup de pays européens à relancer leurs vieilles centrales à charbon. Il en est de même pour les émissions dues au pétrole, en hausse d'environ 2 %, principalement du fait du rebond de l'aviation internationale, bien qu'elles restent toujours inférieures aux niveaux de 2019. Les émissions liées au gaz devraient aussi connaître une légère baisse, en 2022, d'environ 0,2 % et celles associées au ciment seront réduites d'environ 1,6 %.

Chaque année, ce consortium international de chercheurs dresse le bilan des émissions mondiales de CO₂. Les chercheurs assurent que « pour atteindre zéro émission de CO₂ d'ici à 2050, il faudrait maintenant diminuer les émissions d'environ 1,4 milliard de tonnes de CO₂ chaque année ».





Umbo Salama (RDC) ; COP 27 : « Et si chacun plantait au moins un arbre » ; Ici Congo, 14 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://icicongo.net/2022/11/14/cop-27-et-si-chacun-plantait-au-moins-un-arbre/>

Opal Isse Vosi, artiste musicien écologiste, résidant à Butembo, à l'Est de la RDC, indique qu'il est temps que ces rencontres qui visent la lutte contre le réchauffement climatique quittent leur caractère protocolaire. Selon lui c'est le moment de passer aux actions concrètes. Il pense que si chacun plantait au moins un arbre chaque année, l'impact de cette lutte sera perceptible. Nous l'avons rencontré en marge de la COP 27 de Charm-el-Cheikh, en Egypte.

36

A votre avis en tant qu'artiste musicien écologiste, qu'est-ce qu'on peut attendre de cette COP 27 ?

Je voulais vraiment que je sois présent, en tant qu'acteur actif dans la sensibilisation sur la protection de l'environnement et être témoin direct de cette cérémonie grandiose qui a le privilège d'être tenue en Afrique. Qu'à cela ne tienne, suis en plein travail de studio pour une chanson intitulée « CRECA » qui veut dire « Crédit Carbone ». A travers cette chanson j'essaie d'expliquer l'importance de l'arbre, de la forêt et suggérer à la population surtout urbaine d'utiliser de manière rationnelle la faune et de la flore. Par exemple, leur dire, avant de couper un arbre, il faut au moins planter trois autres, pour la génération future. Car je me suis toujours dit que la chose la plus propre au monde c'est cette nature.

Trouvez-vous qu'il y a des efforts des populations locales pour la protection de l'environnement ou dans la lutte contre la déforestation ?

Justement ! J'ai fait le constat par exemple lors d'une tournée écologique avec d'autres organisations et artistes qui interviennent dans la protection de la nature. Nous avons commencé à Vitshumbi, une des pêcheries situées sur la côte Ouest du Lac Edouard, dans le parc de Virunga, avec le festival Mazingira (environnement, NDLR). Et vous le savez, dans cette pêcherie, plusieurs pêcheurs sont souvent attaqués par des marines ougandaises pour violation des frontières lacustres entre la RDC et l'Ouganda. Or pour nous les naturalistes et écologistes, la nature n'a pas de frontière. Avec d'autres artistes,





nous avons eu à sensibiliser la population locale, dans son milieu, à travers sa langue. C'était vraiment un succès. Car les gens ont besoin d'écouter autre chose que des coups des balles, des menaces sécuritaires.

C'est une preuve que les gens commencent à croire à notre engagement dans la protection de la nature. Nous avons été aussi à Goma. Vous sentez qu'il y a ici la nécessité de protéger l'environnement. D'abord c'est une ville volcanique mais aussi touristique. Dans cette ville, on ne manque jamais de valoriser l'environnement dans des grands carrefours et espaces publics. Ce que je déplore, c'est le fait que les gens continuent de jeter des immondices, des bouteilles et sacs plastiques dans le lac Kivu. C'est pourquoi j'ai toujours insisté que le problème de la protection de la nature est avant tout un problème de foi, de conscience ou même de cœur. C'est une question de fierté pour chaque personne. Nous, nous ne donnons que des informations, mais le discernement pour participer à la gestion de l'environnement est presque individuel.

Y-a-t-il encore moyen ou le temps de se rattraper ?

Je crois bien. Par exemple ici chez nous à Butembo, dans les anciens temps, avant les années 2000, ce sont des cyprès qui constituaient les clôtures des différentes parcelles. Et c'était beau je vous assure. Sur le plan esthétique c'était d'abord magnifique et sur le plan environnemental les parcelles étaient aérées.

On respirait de l'air bien frais contrairement en cette période où ces sont des enclos en briques qui colonisent la ville. S'il y a encore une opportunité d'un possible lotissement, c'est mieux de recréer des quartiers verts où on aura des parcelles entourées de cyprès. Juste avoir quelque chose qui met en valeur la faune et la flore.

Pensez-vous que les messages de la COP 27 seront bien compris au niveau local ?

Il ne faut pas que la COP 27 reste un truc protocolaire. Il est temps de passer à l'action. Par exemple actuellement, quelqu'un m'a informé que le fonds pour le crédit carbone est déjà disponible afin de compenser des exploitants forestiers. Le comble, comme nous connaissons nos dirigeants, ce sont encore des dignitaires qui vont s'enrichir avec ces fonds. Mais moi je pense qu'il faut d'abord qu'on identifie ces initiatives qui vont permettre à la population de ne pas faire pression sur la forêt et les parcs.

C'est comme des initiatives de constructions des centrales hydroélectriques qui peuvent amener la population à ne pas utiliser le bois pour la cuisson des aliments. Ça va même chasser des groupes électrogènes qui électrifient des quartiers et alimentent des moulins, garages. Si la COP 27 encourageait ces genres d'initiatives, il y aurait des avancées dans la protection des forêts. De l'autre côté, il faut montrer à la population les retombées de la





bonne protection des parcs. A part l'air frais qu'ils donnent à la population, il y a aussi le tourisme et qui peut même booster l'économie des populations riveraines des parcs.

Est-ce qu'au stade où nous sommes, les gens ont une idée sur le tourisme ?

Nombreux ont en tête que les touristes sont seulement des occidentaux. Pourtant dans d'autres pays comme l'Égypte, le tourisme est aussi un domaine scolaire et même universitaire. C'est toute une science. Et le tourisme facilite les jeunes à mieux connaître leur milieu, avoir une idée sur la forêt équatoriale, la vie de leurs anciens parents... Ce n'est pas bon qu'on puisse apprendre notre flore et notre faune à travers des livres que nous n'avons pas nous-mêmes rédigés.

C'est pourquoi, moi je pense qu'il faut privilégier des randonnées, des sorties, excursions... pour observer des collines, montagnes, forêts, rivières, qui nous entourent... Le tourisme peut aussi aider à ramener la paix et la sécurité. Quand il y a des gens qui fréquentent de manière quotidienne un endroit, y passent beaucoup des temps, cela peut faire pression à des bandits. Ces derniers vont se sentir de l'obligation de quitter cet endroit.

Est-ce facile de sensibiliser sur la reforestation des milieux urbains ?

38

C'est un défi vraiment. Dans plusieurs quartiers et avenues de nos villes, on a du mal à y retrouver même un seul arbre. Pourtant quand j'étais encore jeune, dans chaque parcelle de la ville de Butembo, il y avait au moins deux arbres et des bananiers. Et ça faisait la beauté de la ville. Mais, moi, en tant que musicien je connais l'importance de l'arbre.

Si je suis « Popal Isse », c'est grâce à l'arbre. D'abord ma guitare c'est le fruit de l'arbre. Donc ma vie dépend directement de l'arbre. Et je sais que quand je vais quitter cette terre, c'est l'arbre qui va faire partie de ma dernière demeure. Pour dire que l'arbre c'est un bon ami, l'arbre c'est une auberge. La plupart des animaux, profitent aussi de l'arbre. Soit ils dorment dans l'arbre soit ils profitent de l'ombre de l'arbre.

Où faut-il planter des arbres ? Y-a-t-il des endroits appropriés ?

On peut négliger quelque chose qu'on a, alors qu'ailleurs elle équivaut à toute une mine d'or. Il faut qu'on soit acteur principal de la protection de l'environnement. Je vous donne un exemple : Un ami au Cuba m'avait posé la question : « Est-ce que le fleuve Congo est toujours là ? », j'avais répondu par l'affirmatif. Et il avait ajouté : « Vous êtes un pays riche, vous avez tout. Vous avez des minerais, le fleuve mais aussi une grande forêt ». Pour dire que si chacun pouvait trouver dans sa parcelle un endroit pour planter même un arbre, le monde sera encore formidable.





Aujourd'hui chacun peut même prendre une décision et se dit : « A chaque date de mon anniversaire je dois planter au moins un arbre ». C'est une des solutions. On ne peut pas manquer des endroits pour planter un arbre. On peut le planter dans des concessions scolaires, communautaires, des églises, etc. Par exemple nous, à notre jeune âge, nous avons planté des arbres dans la concession de l'Institut Kambali, à l'hôpital Matanda, à l'hôtel auberge et même à l'évêché du diocèse catholique de Butembo-Beni... Aujourd'hui quand je vois ces arbres, je me sens encore fière d'avoir participé à ces œuvres écologiques. Il y a même un volontaire qui essaie de planter des arbres le long de la grand-route de Butembo. Malheureusement, il ne bénéficie pas du soutien des autorités locales.

Les initiatives pareilles sont à encourager et à prendre au sérieux. C'est un des grands souvenirs qu'on peut laisser sur cette terre. Et puis planter un arbre n'est pas fatigant. Moi, je vais planter au moins cinquante arbres pour mon année jubilaire, à la fin de novembre 2022. Et je demande aussi à tous mes mélomanes et furs de planter au moins chacun un arbre là où il est pour le soutien à notre engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est le grand cadeau qu'on peut m'offrir pour mon jubilé d'or de naissance et mon jubilé d'argent de carrière musicale.

39

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : lancement d'un guide sur le financement climatique équitable ; Afrik 21, 15 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cop27-lancement-dun-guide-sur-le-financement-climatique-equitable/>



Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





Dans le cadre des travaux de la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP27), l'Égypte et une centaine de partenaires dont la Banque africaine de développement (BAD), ont publié un document sur le financement climatique équitable. Le guide de Sharm el-Cheikh sur le financement climatique équitable lancé le 11 novembre 2022, entend aider à transformer les promesses en actions concrètes et renforcer l'action du continent africain en faveur d'un développement durable.

La 27e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP27) se positionne davantage comme la COP de la justice climatique. Un guide sur le financement climatique équitable a été lancé par le ministère égyptien de la Coopération internationale devant un parterre d'institutions de développement lors d'une table ronde de haut niveau à la COP27, qui se tient jusqu'au 18 novembre 2022 à Sharm el-Cheikh en Égypte.

Le guide de Sharm El-Cheikh sur le financement climatique équitable a pour objectifs de développer un cadre international pour la finance climatique et d'aider les pays africains à obtenir davantage de financements verts, dans un contexte africain marqué par les déficits budgétaires liés à la gestion de la pandémie de la Covid-19 et de la flambée des cours des matières premières énergétiques et alimentaires.

Le guide introduit le principe selon lequel le financement climatique ne doit pas se substituer au financement du développement, mais plutôt s'y additionner en garantissant aux pays et régions qui en ont le plus besoin, le droit d'y accéder. Il appelle les acteurs internationaux du climat à tenir compte des disparités historiques dans la répartition du financement climatique entre les pays. Il définit le concept de financement équitable dans la structuration de la finance climatique internationale avec la création d'un mécanisme dédié à sa mise en œuvre.

L'Afrique a besoin de 1300 à 1600 milliards de dollars

Le guide de Sharm El-Cheikh sur le financement climatique équitable est le fruit d'une collaboration entre le ministère égyptien de la Coopération internationale et plus d'une centaine de partenaires de développement dont la Banque africaine de développement, des institutions financières ainsi que des organisations à but non lucratif. Parmi eux figurent le Fonds monétaire international, la Fondation Rockefeller, le Forum économique mondial, les Fonds d'investissement climatique et le groupe bancaire Citi.

« Au regard des effets dévastateurs du changement climatique, la question du financement est devenue centrale. Et avec l'exacerbation des répercussions de la pandémie de Covid-19 et du conflit russo-ukrainien, les pays en développement et les économies émergentes ont plus que jamais besoin de financements spécifiques,





indispensables pour poursuivre leur action climatique » déclare Rania Al-Mashat, la ministre égyptienne de la Coopération internationale.

Akinwumi Adesina, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, a, pour sa part, indiqué que « la plus grande menace pour l'humanité aujourd'hui, c'est le changement climatique. Il fait peser un lourd fardeau sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde. Il déforme les paysages, ruine les populations et menace chaque jour la vie de milliards de personnes ».

Dans son rapport sur les perspectives économiques africaines en 2022, la BAD indique que l'Afrique a besoin de 1300 à 1600 milliards de dollars de financement entre 2022 et 2030 pour faire face de manière efficace au changement climatique. Sur ce montant, 715 milliards dollars sont nécessaires pour l'atténuation des effets du changement climatique, 1,3 milliard dollars pour les besoins techniques et technologiques, entre 289 et 440 milliards dollars pour les pertes et préjudices alors qu'entre 259 et 407 milliards dollars seront nécessaires pour financer l'adaptation au changement climatique. Et sur ce dernier point, c'est l'Afrique de l'Est qui enregistre le coût estimatif d'adaptation le plus élevé, soit 143 milliards dollars.



Eric Ojo (Nigeria) ; Experts At COP27 Endorse New Climate Finance Roadmap To Mobilize \$1trn ; African Examiner, 16th November 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/experts-at-cop27-endorse-new-climate-finance-roadmap-to-mobilize-1trn/>



42

(AFRICAN EXAMINER) – Global experts at the ongoing 27th Conference of the Parties (COP27) of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in Egypt, have endorsed a new climate finance roadmap to mobilize \$1 trillion in annual external finance required by emerging markets and developing countries, excluding China.

The roadmap draws on the findings of a recently released report entitled, “Finance for Climate Action: Scaling Up Investment for Climate and Development”, produced by a panel of experts chaired by Vera Songwe and Lord Nicholas Stern.

The discussions by the experts during the panel session underscored the need to boost effectiveness of policies by tailoring them to countries’ needs. The report advocates a rapid and sustained investment push to drive a strong and sustainable economic recovery from overlapping crises and to deliver on shared development and climate targets.

Songwe said investment priorities must encompass transformation of the energy system, address developing countries’ growing vulnerability to climate change and undo earlier harm to natural capital and biodiversity.



“The scale of investments needed in emerging markets and developing countries over the next five years and beyond will require a debt and financing strategy that tackles festering debt difficulties, especially those of poor and vulnerable countries”, she said.

She added that reforms must lead to a major expansion of domestic and international finance –public and private, concessional and non-concessional.

President of African Development Bank (AfDB), Dr. Akinwumi Adesina decried the inadequate flow of climate finance to Africa. “The whole conversation about rich nations paying Africa \$100 billion cannot even compensate Africa”, he added.

Dr. Adesina said AfDB’s initiatives like the African Adaptation Acceleration Program (AAP)—a scheme developed by the bank and the Global Center on Adaptation in 2021, was mobilizing \$25 billion to scale adaptation action across the continent.

He also noted that AAP had so far drawn contributions from industrialized countries. He added that the African Development Fund, the AfDB Group’s concessional lending arm to low-income countries, was launching a climate action window to mobilize up to \$13 billion for climate adaptation for vulnerable countries.

The bank chief also reiterated the call for International Monetary Fund Special Drawing Rights (SDRs) to be channeled to African countries through the AfDB. “SDRs will play a big role in helping Africa’s climate action, and the African Development Bank is well-positioned to leverage this reallocation four times to help mobilize financing for countries that need it most”, he stressed.

Stephanie Pfeifer, Chief Executive of Institutional Investors Group on Climate Change, an association representing investors said strong policies were vital in carbon pricing to phase out fossil fuels.

“The world needs development finance at scale for different types of risks, and data must also be made available to stimulate increased private sector investment into climate finance. If we get the whole system working together, we can make a lot of progress”, she further stated.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : le changement climatique provoque une perte drastique de la biodiversité ; Afrik 21, 16 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-changement-climatique-provoque-une-perte-drastique-de-la-biodiversite/>



44

Les changements climatiques réduisent la capacité de certaines espèces à migrer, et accélèrent de ce fait la perte d'espèces. En Afrique australe, la sécheresse a gravement menacé des espèces comme les rhinocéros, les éléphants et les lions. Dans la floraison de solutions à ce drame, les écologistes préconisent au cours des sommets mondiaux comme la conférence de Nations unies (COP) sur la désertification, une accélération du reboisement pour réduire le réchauffement de la planète.

Les principaux effets du changement climatique sont connus. La concentration de l'atmosphère en CO₂ (qui s'est déjà élevée de 280 à 415 ppm depuis 1880 selon les recherches de la biologiste américaine Maria Rubino), les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre (qui seront responsables d'une augmentation de la température moyenne pour le siècle à venir de 1 à 4 °C selon les scénarios du Giec), et en fin l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes et en particulier des sécheresses.





Si l'augmentation de la concentration atmosphérique en CO₂ favorise la photosynthèse et la création de biomasse, la hausse des températures et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des épisodes de sécheresse perturbent fortement la croissance des plantes ainsi que le rendement des plantes cultivées.

La crise hydrique des plantes a des répercussions dans le règne animal. Le changement climatique ne fait pas de distinction entre le bétail et les animaux sauvages. Les animaux sauvages sont beaucoup plus vulnérables à ses effets que leurs cousins domestiqués. La sécheresse exacerbe les conflits entre les humains et la faune, et la destruction des habitats, car les éleveurs qui sont traditionnellement nomades perdent leur bétail et s'installent dans ce qui était autrefois l'habitat de la faune sauvage. Le braconnage s'intensifie, car les habitants et les réfugiés tuent des animaux pour éliminer la concurrence pour des ressources rares (comme l'eau et les végétaux comestibles), ou pour vendre leur viande afin d'en récolter de petits revenus supplémentaires.

La faune sauvage est par ailleurs directement touchée, car les animaux meurent tout simplement de la chaleur extrême et impitoyable ainsi que du manque de nourriture et d'eau.

Des grands mammifères touchés de plein fouet par la sécheresse

45

Dans une étude récemment menée dans le parc national Kruger (le plus grand d'Afrique du Sud) des scientifiques établissent le lien entre les événements climatiques extrêmes et la disparition de plantes et d'animaux, incapables de faire face aux conditions drastiques et au manque d'eau dû à des périodes de sécheresse plus longues et à des températures plus élevées. « La sécheresse a gravement menacé des espèces comme les rhinocéros, les éléphants et les lions, car elle réduit la quantité de nourriture disponible », déclare Philip Wandera, ancien gardien du Kenya Wildlife Service, et chargé de cours sur la gestion des parcours naturels à l'Université catholique d'Afrique de l'Est.

Au Zimbabwe voisin, le gouvernement a déplacé en septembre 2022, plus de 2 500 animaux sauvages d'une réserve du sud vers une réserve du nord du pays pour les sauver de la sécheresse.

Les effets du changement climatique sur la faune ne sont pas limités à l'Afrique Australe. Sur tout le continent, les parcs nationaux qui abritent une myriade d'espèces sauvages telles que les lions, les éléphants et les buffles, sont frappés par des sécheresses implacables.

Dans son sixième rapport d'évaluation sur le changement climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies (Giec) indique que le réchauffement climatique pourrait provoquer la disparition de plus de la moitié des





espèces d'oiseaux et de mammifères d'Afrique d'ici à 2100. Pour éviter cette catastrophe « la sixième extinction de masse » « une gestion plus intensive des parcs et la suppression des clôtures qui empêchent les espèces de migrer vers des zones moins sujettes à la sécheresse sont des premières mesures importantes pour protéger la faune » préconise le scientifique Philip Wandera.

Restaurer 1 milliard d'hectares de terres dégradées d'ici à 2030

Il faut accélérer le reboisement pour réduire le réchauffement de la planète, et inverser de ce fait le déclin de la biodiversité. C'est l'engagement pris par les États africains, lors de la quinzième Conférence des parties (COP15) contre la désertification qui s'est achevée le 20 mai 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire. De manière chiffrée, il s'agit d'accélérer la restauration d'un milliard d'hectares de terres dégradées d'ici à 2030.

À côté de cet objectif principal, le communiqué final de la COP15 préconise également le renforcement de la résilience face à la sécheresse en identifiant l'expansion des zones arides et l'amélioration de l'implication des femmes dans la gestion des terres.

Saluant cet objectif de restauration des terres, présenté comme l'équivalent de l'objectif de limiter le réchauffement climatique sous les 2°C fixé dans l'Accord de Paris lors de la COP21 sur le climat, des délégations de la COP15 sur la désertification se félicitent de la prise en compte, pour la première fois, la question foncière. À qui appartient la terre ? Qui en détient le droit d'usage ou de propriété ? Autant des questions, variables selon le pays et dont la prise en compte est primordiale pour la réussite des projets de restauration des terres dégradées.

46



Michaël Moukouangui Moukala (Gabon) ; Flore : la déforestation réduite de 28% au Gabon en 2021 selon La Forest Declaration Assessment ; La lettre verte, 17 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://lalettreverte.com/flore-la-deforestation-reduite-de-28-au-gabon-en-2021-selon-la-forest-declaration-assessment/>



47

Avec la République du Congo, le Gabon est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de 2030. Ces deux pays, qui ont réduit de 30 % et 28 % leur niveau de déforestation, servent d'exemple dans une région du Bassin du Congo où la déforestation a augmenté de 5% en 2021.

La Forest Declaration Assessment, un processus continu et collaboratif réalisé collectivement par des organisations de la société civile et des chercheurs vient de publier son évaluation 2021 sur la déforestation au sein de la région du Bassin du Congo qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale au monde et l'une des zones les plus riches en termes de biodiversité.





Sur les six pays composant cette région, deux parmi eux, la République du Congo et le Gabon, se démarquent en termes de lutte contre la déforestation. En passe d'atteindre les objectifs de 2030 consacrés à la lutte contre la déforestation, les deux pays ont respectivement réduit de 30 et 28%, le pourcentage de déforestation de leur forêt. Ces pays se démarquent dans un contexte sous-régional marqué par une emprise du phénomène de la déforestation à 5% au sein des autres pays de ce bloc forestier. Un échec selon les auteurs de l'évaluation dans la mise en branle des engagements de Glasgow relatifs à la Déclaration des dirigeants sur les forêts et l'utilisation des terres, par laquelle il avait été décidé de stopper et inverser la déforestation d'ici 2030.

Si pour le Dr. Marion Ferrat, Consultante senior chez Climate Focus et auteure principale du rapport, « la déforestation a été faible par rapport à d'autres régions tropicales », les défis liés à la préservation de la biodiversité, le climat et les populations sont bien réels au sein des six pays composant le bloc forestier du Bassin du Congo.

A ces défis, se greffent, les facteurs sous-jacents de ce basculement des territoires forestiers. L'agriculture de subsistance des petits exploitants dans les zones rurales, la construction des routes et d'implantations humaines constituent les principaux moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts dans le bassin du Congo, tandis que les activités industrielles, telles que l'exploitation minière, l'exploitation forestière et l'agriculture commerciale menacent d'aggraver cette situation.

Alors que les forêts de la région contiennent d'important puits de carbone restant au monde sous les tropiques, capable d'éliminer 0,61 gigatonnes nettes d'équivalents de dioxyde de carbone (GtCO₂e) par an, soit près de six fois la capacité d'élimination des forêts du bassin amazonien sur seulement 60 % de cette superficie, les auteurs du rapport interpellent sur la nécessité d'une prise de conscience collective mondiale pour préserver ce territoire forestier. Cette interpellation passe notamment par le respect des engagements internationaux dans la lutte contre la déforestation et la mise en place des politiques nationales plus résilientes.

La question financière étant au centre des attentes, estime Marie Tamoifo Nkom, coordinatrice sous-régionale du REJEFAC, « les gouvernements, les communautés locales et la société civile de la région doivent être soutenus afin de garantir un développement économique qui s'effectue pendant que les forêts sont gérées et protégées de manière durable. »

Ce soutien peut-être plus élargi, quand on sait que le processus REDD+ – l'initiative de conservation des Nations Unies qui est élaborée dans le but d'inclure les communautés forestières dans le travail et le financement – depuis sa création a montré des signes de faiblesses.



Ainsi, note le directeur exécutif d'ACB-ONG, François Makoloh, « les pays donateurs, le secteur privé et les actions philanthropiques doivent œuvrer de concert afin d'assurer la longévité de ces forêts et leur survie pour les générations futures » car selon lui, « les gouvernements et les organisations de base de la région ne peuvent fournir à eux seuls les investissements et les ressources nécessaires afin de renforcer la gouvernance forestière, d'améliorer l'application de la loi, et de sécuriser et protéger les droits fonciers des communautés locales ».

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP27 : les activistes africains s'opposeront aux projets pétroliers et gaziers ; Afrik 21, 17 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cop27-les-activistes-africains-sopposeront-aux-projets-petroliers-et-gaziers/>

49





Des militants pour le climat d'Afrique subsaharienne se sont réunis le 16 novembre 2022 à Charm el-Sheikh, pour répondre à la ruée vers les combustibles fossiles des dirigeants africains à la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP27).

Les organisations de la société civile et les militants internationaux, panafricains et nationaux sont consternés par la menace d'étouffer les communautés et les économies dans une production accrue de pétrole et de gaz pour les décennies à venir. Avant la clôture officielle des négociations sur le climat à Charm el-Cheikh, des militants africains ont pris la parole lors d'une conférence de presse le 16 novembre 2022, pour affirmer leur consternation face à la poursuite de la production des combustibles fossiles sur le continent.

Pour les organisations de protection de la nature Safe Lamu, Stop EACOP, Fridays for future, Powershift Africa, le Mouvement des jeunes pour la protection de l'environnement en République démocratique du Congo (RDC) et Greenpeace Afrique, certains dirigeants africains ont utilisé la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP27), surnommée « la COP africaine », pour saper les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat en poussant à la conclusion de nouveaux accords sur les combustibles fossiles au détriment des populations et du continent. Au-delà de l'expression de demandes collectives concernant un accord sur un mécanisme de financement dédié aux pertes et dommages et de la demande aux nations les plus riches de respecter leurs engagements climatiques en matière d'adaptation et d'atténuation, des délégations africaines ont profité de la conférence pour se rallier à la nouvelle ruée vers le pétrole et le gaz sur le continent.

50

Le projet Eacop en Afrique de l'Est

« Eacop, le projet franco-chinois d'oléoduc de pétrole brut en Afrique de l'Est est un exemple clair d'exploitation coloniale en Afrique et dans tous les pays du Sud. Avec 1444 km allant de l'Ouganda à la Tanzanie, il deviendrait le plus long oléoduc chauffé du monde, libérant 34 millions de tonnes métriques de CO₂ par an, accélérant substantiellement la rupture climatique. », dénonce Patience Nabukalu, militante ougandaise de Stop EACOP et de Fridays for Future.

Le projet de construction d'une centrale à charbon à Lamu, sur la côte nord du Kenya, fait également partie des projets décriés par ces activistes africains présents à la COP27.

Ces projets vont à l'encontre des recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), selon lequel les infrastructures de combustibles fossiles existantes sont déjà suffisantes pour dépasser la limite de 1,5°C, et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), selon laquelle aucun nouveau gisement de pétrole et de gaz dont l'exploitation a été approuvée n'est compatible avec la trajectoire vers 1,5°C.



Pour parvenir à un résultat significatif en Égypte, « les délégués doivent écouter les populations africaines et non le secteur des combustibles fossiles, et s'engager collectivement à éliminer progressivement tous les combustibles fossiles, refléter cet engagement dans la décision relative à la couverture et accepter la création d'un mécanisme de financement des pertes et dommages », préconisent les défenseurs de la nature.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; CoP 27 : Points saillants à retenir des négociations climatiques de Charm-El-Cheick ; Le Papyrus, 20 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.info/cop-27-points-saillants-a-retenir-des-negociations-climatiques-de-charm-el-cheick/>

51



Comme d'habitude, la fin de la CoP a été repoussée de quelques heures. Cela a-t-il servi à quelque chose ? L'on évoque l'avènement du fonds sur les pertes et préjudices. C'est



une première. Toutefois, la lutte est loin d'avoir porté ses meilleurs fruits. Voici les points saillants à retenir des négociations climatiques de Charm-El-Cheick.

L'objectif climatique des 1,5 °C remis en cause

Fin octobre 2022, plus de 1 000 scientifiques avaient jeté un pavé dans la mare : est-il réaliste de maintenir l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C alors que celui-ci sera dépassé dans moins de 10 ans ? Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, n'était guère plus optimiste en ouverture de la COP27, estimant que cet objectif était désormais « en réanimation ». Il s'agit pourtant d'un engagement majeur de l'Accord de Paris : « Limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 °C, de préférence à 1,5 °C, par rapport à l'ère préindustrielle ». Mais depuis, la température ne cesse de grimper (+1,1 °C aujourd'hui) et les efforts des États restent insuffisants pour la contenir, à tel point que son inscription dans l'accord final à Charm-El-Cheikh est débattue.

Des pays émergents, tels que l'Inde, la Chine, ou les pays arabes semblent réticents à l'y intégrer. Mais ce serait un retour en arrière, que dénoncent les pays les plus vulnérables, notamment la coalition des petites îles (Aosis) dont certaines pourraient disparaître à cause de la montée des eaux. Le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (Giec) est lui aussi très clair : « Les impacts du réchauffement seront bien plus faibles à + 1,5 °C qu'à + 2 °C. ». En tout cas, le G20, qui s'est réuni à Bali (Indonésie) en même temps que la CoP, a réaffirmé son ambition de poursuivre les efforts pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C, en accélérant la sortie progressive du charbon.

Pertes et dommages : 300 millions de dollars proposés, 580 milliards nécessaires

Enjeu majeur de cette « CoP africaine », la question du financement des conséquences irréversibles du changement climatique a cristallisé les tensions. Le vice-ministre de l'Environnement hondurien (Honduras), Malcom Stufkens, a estimé que cette question conditionnerait la réussite ou non du sommet. Si une dizaine de pays (dont la France, l'Écosse, la Belgique, l'Allemagne, l'Irlande, l'Autriche, le Canada...) se sont engagés à verser 300 millions de dollars pour dédommager les pays vulnérables, le ministre a estimé qu'« il y a un problème d'échelle. Nos besoins en termes de pertes et dommages devraient atteindre 580 milliards de dollars par an d'ici 2030 et 1 700 milliards de dollars d'ici 2050. » Les engagements pour 300 millions paraissent d'autant plus dérisoires qu'à l'exception de la France et de l'Autriche, il ne s'agit pas de nouveaux financements mais d'une redirection de fonds déjà prévus. « Les gouvernements se contentent de déshabiller Pierre pour habiller Paul », a dénoncé Fanny Petitbon, responsable plaidoyer de Care France.





Autre point de tension : le mécanisme financier pour débloquer les fonds nécessaires. Réticente jusque-là, l'Union européenne s'est finalement rangée en faveur de la création d'un fond dédié aux pertes et dommages, à l'instar de 150 pays. D'autres solutions sont également sur la table : le G7 et le groupe d'États vulnérables V20 ont annoncé le lancement d'un « bouclier global », un système assurantiel d'un budget de 210 millions d'euros. Un système d'assurance « qui n'est pas le plus adapté pour répondre aux besoins des plus vulnérables », selon Fanny Petitbon. Dernière possibilité : une réforme des institutions financières (notamment le Fonds monétaire international et les Banques multilatérales de développement) pour leur permettre de débloquer davantage de fonds.

Adaptation : un système d'alerte précoce à 3,1 milliards

Il y a un an, le Pacte de Glasgow prévoyait que les pays doublent leur financement pour l'adaptation. C'était une attente forte de cette CoP, mais le sujet n'aura même pas passé le cap de la mise à l'agenda. Pourtant, doter l'ensemble des pays vulnérables d'un système d'alerte précoce ne coûterait que 3,1 milliards de dollars dans les cinq prochaines années, selon un rapport de l'ONU. « Les habitants d'Afrique, d'Asie du Sud, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale et les habitants des petits États insulaires sont quinze fois plus susceptibles de mourir de catastrophes climatiques. Ces catastrophes déplacent trois fois plus de personnes que la guerre. Et la situation empire », a expliqué Antonio Guterres. La moitié des pays ne dispose pas de systèmes d'alerte précoce et encore moins d'un cadre réglementaire reliant les alertes précoces aux plans d'urgence. L'Union européenne a annoncé participer au projet à hauteur d'un milliard de dollars.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) estime qu'il faudra 50 milliards de dollars pour financer l'adaptation. « Il n'y a pas de temps à perdre. Le nombre de catastrophes répertoriées a quintuplé. Cette tendance devrait se poursuivre », prévient l'organisation.

28,5 milliards pour aider l'Afrique du Sud et l'Indonésie à sortir du charbon

En marge des négociations, de nouveaux types de partenariats se nouent. Après l'Afrique du Sud, le G20 et l'Indonésie ont signé un Jet-P (Just energy transition partnership, partenariat pour une juste transition énergétique). Les pays riches se sont engagés à aider ces deux nations à sortir du charbon. 20 et 8,5 milliards de dollars seront respectivement employés pour fermer les centrales à charbon, développer les énergies renouvelables et aider à la transition des travailleurs. Mais sur les 8,5 milliards promis à l'Afrique du Sud, seuls 3 % le seraient sous forme de dons, une situation que dénonce le site Climat home news. Ces nouveaux partenariats sont encourageants, mais sont révélateurs de l'inadaptation des modèles d'aide actuels.

Les 636 lobbyistes des énergies fossiles « ont bien travaillé »





Les lobbyistes du secteur des énergies fossiles étaient plus nombreux que les délégations des dix pays les plus touchés par le réchauffement climatique. Et « ils ont bien travaillé », a ironisé Nicolas Haeringer, de l'association 350.org, à quelques jours de la conclusion de l'accord final. Si l'Inde a poussé pour inscrire dans le texte final l'ambition de sortir de toutes les énergies fossiles, suivi par l'Union européenne, les États-Unis, Tuvalu, Vanuatu et l'AOSIS, la Nouvelle-Zélande et la Colombie, la mention a été éludée par le président égyptien dès la première mouture de l'accord final.

En outre, le Climate Action Network a dénoncé le fait que « les pays du G20 et les principales banques de développement fournissent chaque année 55 milliards de financements publics pour les énergies fossiles contre 29 milliards pour les énergies renouvelables. Cela n'est vraiment pas cohérent avec les objectifs climatiques ». 39 pays et institutions s'étaient engagés à arrêter les financements publics fossiles à l'international d'ici la fin de 2022. Il ne reste qu'un peu plus d'un mois avant la fin de l'année et seulement six pays ont respecté cet engagement, dont la France, la Finlande, la Suède, le Danemark, le Royaume-Uni et la Banque européenne d'investissement.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Zimbabwe : des pompes solaires pour répondre aux changements climatiques à Harare ; Afrik 21, 22 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/zimbabwe-des-pompes-solaires-pour-repondre-aux-changements-climatiques-a-harare/>



55

En collaboration avec le gouvernement du Zimbabwe, 61 systèmes d'adduction d'eau fonctionnant à l'énergie solaire ont été installés à Harare par la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). L'initiative permettra aux habitants de la capitale de faire face à des épisodes climatiques extrêmes.

Doté d'un volet dédié à la lutte contre les effets des changements climatiques, le projet lancé en 2020 à Harare au Zimbabwe par le gouvernement et ses partenaires que sont la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), a misé sur les énergies renouvelables pour offrir un système alternatif d'adduction d'eau aux communautés vulnérables.

Dans une note publiée le 17 novembre 2022, la BAD et l'Unicef indiquent que 61 systèmes d'adduction d'eau fonctionnant à l'énergie solaire ont été déployés, 164 forages ont été réhabilités tandis que 15 nouveaux points d'eaux ont été creusés au profit de 854 975 personnes. Dans le cadre de ce projet, 10 000 kits d'hygiène « WASH » ont aussi été distribués aux bénéficiaires, en priorité aux personnes handicapées ou vivant avec le



VIH/Sida. Et les messages délivrés au fil du projet en matière de santé et d'hygiène ont ciblé plus de 1,8 millions de personnes, selon les deux organisations.

Des pénuries d'eau persistantes

Le projet réalisé par le gouvernement zimbabwéen et ses partenaires intervient dans un contexte de pénuries d'eau persistantes dans de nombreuses localités d'Harare et ses environs, notamment la ville de Chitungwiza. Les capacités de production cumulées des deux stations de traitement des eaux dans la ville (Morton Jaffray et Prince Edward), qui s'élèvent à 704 méga-litres/ jour, ne sauraient répondre à la demande, soit quelque 800 méga-litres/ jour nécessaires à l'approvisionnement d'environ 4,5 millions d'habitants. En réalité, la production actuelle est même moindre, de 500 méga-litres/ jour. Et la qualité de l'eau s'est détériorée, en raison des coupures de courant qui affectent la capacité de traitement des eaux.

Faute d'alternative, nombreux sont les habitants d'Harare à s'être rabattu sur des sources d'eau insalubres, s'exposant ainsi au risque de maladies d'origine hydrique (diarrhées, choléra, dysenterie, typhoïde, etc.).

Ce stress hydrique est surtout provoqué par le réchauffement climatique. Sous l'effet des sécheresses prolongées, l'environnement du bassin versant du Lac Chivero et de Manyame qui alimentent les deux stations d'eau potable de la ville s'est dégradé. (Intensification du ruissellement de surface, érosion des sols, envasement des lacs, entre autres). Selon le gouvernement, ces étendues d'eau ont enregistré une baisse de volume de 6 % et 10 %, respectivement, par rapport à leurs capacités initiales.

L'un des derniers rapports d'Oxfam « La faim dans un monde qui se réchauffe », indique que le Zimbabwe fait partie des sept pays africains sur les 10 pays recensés comme les plus exposés aux risques climatiques au monde. Ce pays d'Afrique australe occupe le 2e rang mondial de l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Et à en croire les dernières projections, le Zimbabwe a de grands risques de continuer de se réchauffer d'ici à 2080 si rien n'est fait.





Christian Brice Elion (Congo) ; Maritime : les ports appelés à utiliser les énergies moins polluantes ; ADIAC, Jeudi 24 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.adiac-congo.com/content/maritime-les-ports-appelles-utiliser-les-energies-moins-polluantes-143315>

Le 42e conseil annuel de l'Association de gestion des ports d'Afrique de l'Ouest et du centre (AGPAOC) s'est tenu du 15 au 18 novembre à Luanda, en Angola. Les participants ont, à l'issue des travaux, proposé la réduction par les ports de la consommation énergétique.

Les participants au 42e conseil annuel de l'AGPAOC ont requis l'utilisation des énergies moins polluantes telles l'énergie solaire et éolienne, le méthane vert et l'hydrogène vert. Aux armateurs, il a été demandé de migrer vers des énergies vertes. Le but étant de concilier les ambitions de développement économique et les exigences de préservation de l'environnement.

Membre de l'AGPAOC, la République du Congo a été représentée à ces assises par le directeur général du Port autonome de Pointe-Noire, Séraphin Bhalat, qui a indiqué au cours d'une table ronde que sa structure s'employait à limiter les émissions de gaz à effet de serre.

« L'objectif est de réduire au moins de 50% d'ici à l'an 2050 l'utilisation des énergies fossiles au profit des énergies vertes comme l'hydrogène, l'éthanol, le solaire et autres accumulateurs. Et, à l'instar d'autres ports qui se veulent éco-ports, le port de Pointe-Noire s'est engagé dans la mise en place d'un système de management de l'environnement », a-t-il déclaré.

Séraphin Bhalat a également signifié que le port de Pointe-Noire, l'un des plus importants en eau profonde dans le golfe de Guinée, bénéficie d'un accompagnement de l'Union européenne aux fins d'aller vers la certification en matière environnementale. En 2021, cette plateforme a manipulé plus d'un million de conteneurs.

La réunion de la capitale angolaise a réuni les représentants des pays côtiers et non côtiers situés entre la Mauritanie et l'Angola. Plus de 90% des échanges commerciaux des Etats membres de l'AGPAOC s'effectuent par voie maritime. Ces deux dernières années,





nonobstant la pandémie du coronavirus, les activités des gens de mer n'ont pas été suspendues.



Eric Ojo (Nigeria) ; African Countries Want Climate Fund To Be Based On Public Donations – Envoy ; African Examiner, 24th November 2022.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/african-countries-want-climate-fund-to-be-based-on-public-donations-envoy/>



58

(AFRICAN EXAMINER) – Finland's Ambassador for Climate Change, Jan Wahlberg has said that African countries want the proposed climate fund to be based on public donations with no repayment obligation.

Wahlberg noted that this option would help the countries from becoming even more burdened with debts on top of the challenges created by the weaker food security following the COVID-19 pandemic.





The envoy made the observation while speaking on outcomes of the going United Nations Climate Change Conference of Parties (COP27) in Egypt.

He said developing countries have been advocating for a loss and damage fund for decades. The fund was high on the agenda of the host country Egypt, too.

He also pointed out that while the COP27 has been criticised for its weak results, progress was nevertheless made to help the world's poorest countries stricken by climate disasters, adding that future conferences of the parties will decide on the structure of the fund and its sources of finance.

“Climate change is a harsh reality, especially in Africa. We should bear in mind that Africa did not cause climate change, although it is worst hit by its adverse effects at the moment.

“Emissions from the African continent account for only about four per cent of the global greenhouse gas emissions. Nevertheless, extreme weather conditions affect the everyday lives of people in many African countries through severe drought and extreme weather events.

In addition to climate change mitigation and phasing out of greenhouse gas emissions, we sorely need adaptation, too”, he said.

59

Wahlberg said the conference in Sharm el-Sheikh was mostly an African ‘adaptation COP’. A key outcome of the COP27, according to him, was the agreement to establish a loss and damage fund to help countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.

The envoy stressed that it is important for Finland and for the European Union (EU) that emerging economies, such as China, participate in financing the loss and damage fund.

On his assessment of the outcomes of COP27, he observed that it was envisaged that issues resonating with damage and loss was going to be a very hard nut to crack at the global conference.

“We knew beforehand that a loss and damage fund would be one of the trickiest issues on the agenda that would eclipse the EU’s proposal for a more ambitious target to reduce greenhouse gas emissions.

“The EU and likeminded countries had to put all their persuasion skills to work to get the Conference to even reaffirm its commitment to limiting the global increase in temperatures to well below 1.5 degrees Celsius

“The work continues, and it is clear that Finland has what it takes to set an example and show others that ambitious climate measures are important. As Finland’s





Ambassador for Climate Change, I consider it important that COP talks advocate even for better inclusion and for preventing further loss of biodiversity”, he stressed.

Finland is part of a coalition of likeminded countries advocating for a global forest agenda. They met at the COP27 to discuss a roadmap for halting biodiversity loss.

At last year’s Climate Change Conference in Glasgow, developed countries pledged to double their public finance for climate adaptation by developing countries by 2025.

To this end, a Champions Group on Adaptation Finance was founded, and Finland has been actively involved in the group together with other frontrunner countries.

The group wants to double adaptation finance and improve its effectiveness.

Finland has significantly increased its international climate finance in recent years. In 2021, Finland’s contribution amounted to EUR 175 million. She is contributing to adaptation finance through multilateral environmental and climate funds, bilateral development cooperation and institutional cooperation.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP 27 : la Comifac réclame le financement promis en faveur de ses forêts à la COP 26 ; Afrik 21, 25 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cop-27-la-comifac-reclame-le-financement-promis-en-faveur-de-ses-forets-a-la-cop-26/>



61

Lors de la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP 27) qui vient de se refermer en Égypte, la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) est montée au créneau pour dénoncer l'une des promesses non tenues de la COP 26. Lors de ce précédent sommet, les donateurs s'étaient engagés à financer la protection et la gestion des forêts du bassin du Congo à hauteur de 1,5 milliard de dollars. Un engagement qui n'est déjà pas suffisant. Les pays de la sous-région sollicitent 100 milliards de dollars pour préserver les forêts du bassin du Congo.

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) fait partie des indignés de la 27e Conférence des Nations unies sur le climat (COP 27) qui s'est tenue du 6 au 20 novembre 2022 à Charm El-Cheikh en Égypte. L'organisation qui œuvre pour la conservation, la gestion durable et concertée des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale n'est toujours pas entrée en possession des fonds à elle promis lors de la COP 26 à Glasgow, en Grande-Bretagne du 1er au 12 novembre 2021. « Il y a un an à Glasgow, les pays du Nord ont promis 1,5 milliard de dollars pour soutenir le financement du climat dans les pays du bassin du Congo. Depuis lors, nous n'obtenons que de paroles et aucun financement concret. Il est temps de payer, car l'Afrique souffre énormément de l'impact



du changement climatique », affirme le ministre camerounais des forêts Jules Doret Ndongo, président en exercice de la Comifac.

Le montant de 1,5 milliard de dollars, soit plus de 980 milliards de francs CFA étaient destinés au développement des peuples autochtones et communautés locales dans leurs efforts de protection des forêts tropicales. Un montant qui n'est déjà pas insuffisant, au vu de l'urgence climatique. Perturbations des saisons, inondations, assèchement des points d'eau, avancée du désert, etc. sont quelques phénomènes climatiques que les populations de cette partie du continent vivent régulièrement ces dernières années.

Un rôle central dans le maintien de l'équilibre climatique mondial

Pour préserver leurs étendues de forêts tropicales, les pays d'Afrique centrale nécessitent de bien plus que les 1,5 milliard de dollars promis lors de la COP 26. Réunis dans la ville de Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), le 5 octobre 2022 en prélude à la COP 27, les ministres des forêts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ont fixé le nouvel objectif financier auquel devrait se soumettre la communauté internationale. Il s'agit d'une enveloppe financière de 100 milliards de dollars par an.

Un besoin de financement climatique qui pourrait se justifier par la contribution du bassin du Congo au maintien de l'équilibre climatique mondial. Selon les chiffres de la Comifac, le bassin du Congo, qui couvre 11 pays d'Afrique centrale, compte 24 millions d'hectares de forêts aménagées dont 5,3 millions d'hectares certifiés suivant les standards de gestion responsable. Son taux de déforestation est évalué à moins de 1%, et en fait l'un des plus grands des trois bassins de forêts tropicales avec une moyenne d'émissions de gaz à effet de serre de 530 millions de tonnes tandis que la moyenne de l'absorption atteint 1,1 milliard de tonnes de carbone.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : l'UE s'engage à débloquer 350 millions d'euros par an pour la biodiversité ; Afrik 21, 28 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-lue-sengage-a-debloquer-350-millions-deuros-par-an-pour-la-biodiversite/>



63

L'Union européenne (UE) s'engage à accorder 350 millions d'euros pour protéger la biodiversité dans le monde, et particulièrement en Afrique. C'est la substance d'un communiqué publié le 25 novembre 2022, en prélude à la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada.

L'Union européenne (UE) consacra plus de 350 millions d'euros par an pour la protection de la biodiversité dans le monde, et en particulier en Afrique. Ce financement se fera par le biais de programmes directement axés sur la biodiversité et de programmes visant à intégrer la biodiversité dans d'autres secteurs, notamment les politiques RSE (responsabilité sociétale des entreprises) et la durabilité des chaînes de valeur.

Selon les chiffres avancés par l'UE, la biodiversité a connu un déclin alarmant de 65 % depuis 1970 en Afrique. Une tendance due en grande partie à la demande croissante de ressources naturelles pour subvenir aux besoins d'une population en augmentation et à des modèles mondiaux de consommation et de production non-durables qui entraînent



une perte d'habitat généralisée, une surexploitation des espèces, le développement des espèces envahissantes et des maladies.

Dans le même temps, le secteur africain de la conservation de la biodiversité souffre d'un déficit de financement. Celui-ci s'élève de 598 à 824 milliards de dollars par an, soit entre 80 et 85 % des besoins, selon Crédit Suisse, un groupe bancaire dont le siège est à Zurich.

L'EU vers la COP 15 sur la biodiversité

Cet engagement financier de l'UE s'inscrit dans le cadre de son déploiement lors de la Conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui se tient du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada. Pour l'UE, ces assises constituent pour les dirigeants mondiaux, l'occasion d'agir afin de protéger « la planète de plus en plus en danger ».

Les près de 196 pays, attendus à la COP 15, tenteront de s'accorder sur un cadre mondial visant à stopper et à inverser la perte de la biodiversité d'ici à 2030.

Dans le cadre du projet de cadre mondial de la biodiversité, les négociateurs africains expriment un besoin de financement de 100 à 700 milliards de dollars par an, pour protéger la biodiversité du continent.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Eaux : Une marche pour soutenir la première conférence maritime sur l'Economie bleue en Afrique centrale ; Naturel CD, 28 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2022/11/28/eaux-une-marche-pour-soutenir-la-premiere-conference-maritime-sur-leconomie-bleue-en-afrique-centrale/>

Plus de deux cents personnes ont défilé dans les rues de Kinshasa pour manifester leur soutien à la première Conférence maritime sur l'économie bleue en Afrique centrale. Ils ont dans un mémorandum déposé au cabinet du ministre de l'Intégration régionale et



francophonie lancé un appel solennel aux partenaires techniques et financiers à soutenir les efforts des Etats pour développer les activités liées aux mers et aux eaux continentales.



photo tiers

Cette marche de soutien a eu lieu ce dimanche 26 novembre, à Kinshasa. « La superficie maritime offre à la CEEAC un vaste potentiel de développement de l'ensemble des activités basées sur les océans et les mers, les rivages et berges des fleuves, cours d'eau et nappes souterraines, activité directe ou dérivée de la pêche, à l'exploitation minière et minérale sous-marines etc. Il est temps d'examiner et adopter la stratégie régionale sur l'économie bleue en Afrique Centrale. Nous croyons que ce regroupement va constituer un véritable cadre de la diplomatie à la fois sur la sécurité, la sûreté et la gouvernance maritime. Nous exprimons également nos sincères remerciements à tous les chefs d'Etats de la CEEAC puis que la première conférence maritime a pour objectif principal de réaffirmer le leadership et la souveraineté des Etats membres dans la maîtrise et mise en valeur des espaces maritimes, fluviaux et lacustres », a déclaré Bibiche Ndombo Bolaza, présidente de CAREEB-AC.

Les océans, les rivières et les lacs jouent un rôle essentiel dans la vie de millions de personnes en Afrique. L'économie bleue pourrait apporter jusqu'à 1 500 milliards de dollars à l'économie mondiale si elle était gérée de manière efficace et durable. De la pêche au pétrole et gaz, en passant par le tourisme, les possibilités sont immenses.

« Pour ceux qui connaissent Kinshasa, elle est une ville des pêcheurs construite à côté du fleuve Congo. Dans ce fleuve et rivières nous avons du poisson, des minerais, du pétrole et les activités pratiquées par des riverains. Toutes ces activités portent aujourd'hui le concept de l'économie bleue. Nous avons des activités que nous pratiquons depuis plusieurs années, avant même la période à laquelle notre sous-région était ouverte à l'extérieur. Nous devons comprendre que cette économie bleue est le cœur de l'économie



mondiale parce que sans le fleuve, sans l'océan et les cours d'eaux il n'y aura pas circulation des navires et on ne parlerait pas de commerce. Nous nous rendons compte de ces enjeux », a rapporté Honoré Tabuna, commissaire en charge de l'environnement à la CEEAC.

Au-delà des sujets globaux liés au développement de cette partie du continent, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC mettront un accent sur la problématique de la gouvernance maritime ; la sécurité et la sûreté maritime et le développement de l'économie bleue en Afrique centrale. Le débat et discussions tourneront autour du thème « Gouvernance et sécurisation de l'espace maritime de la CEEAC pour le développement d'une économie bleue durable en Afrique centrale ».

« Nous attendons que ces échanges fournissent un système de connaissances nécessaires aux politiques et aux actions en faveur du développement durable dans la région », peut-on lire dans ce mémo.

Signalons que cette année, la République démocratique du Congo assure la présidence de cette commission. Cette marche a été organisée par la Cellule d'Appui à la Mandature du chef de l'Etat à la présidence de la CEEAC.

L'Afrique centrale dispose de vastes étendues d'eau dont l'exploitation reste très en deçà des potentialités. Une tendance que les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) entendent inverser, en mettant le développement de l'économie bleue au centre de leurs préoccupations.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; COP 15 : les aires protégées d'Afrique au cœur des enjeux du sommet ; Afrik 21, 29 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cop-15-les-aires-protégees-dafrique-au-coeur-des-enjeux-du-sommet/>



67

La 15e Conférence des parties (COP 15) sur la biodiversité entend adopter une nouvelle feuille de route pour l'action internationale en faveur de la biodiversité pour la période 2020-2030. À cette occasion, une coalition de pays s'exprime en faveur d'un objectif de « 30% d'aires terrestres et maritimes protégées » d'ici à 2030. Les regards sont dès lors tournés vers l'Afrique, qui abrite un quart de la biodiversité mondiale.

La promotion des aires protégées est le principal outil à disposition des États pour inverser la courbe du déclin de la biodiversité. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), la notion d'aire protégée désigne un territoire où l'ensemble des normes juridiques nécessaires à sa conservation sont mises en place. La philosophie générale du fonctionnement de ces aires protégées étant d'assurer le maintien de la biodiversité tout en laissant la possibilité aux populations de maintenir un mode de vie traditionnel.

Prenant acte de la crise que traversent les écosystèmes mondiaux (dégradation des milieux naturels, disparition de la biodiversité, pertes des ressources naturelles...) la 15e Conférence des parties (COP 15) sur la biodiversité fait recours aux aires protégées. Les





négociations prévues du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal au Canada, doivent aboutir à un accord cadre, qui guidera l'action internationale, un peu à l'image de ce qu'a pu être l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.

Ledit accord cadre prévoit notamment l'atteinte de l'objectif 30/30. Un projet d'accord mondial pour la biodiversité, visant la conversion de 30 % de la planète en zones protégées à l'horizon 2030. Dans de récentes études, les chercheurs sont nettement plus ambitieux, et estiment qu'il faudrait viser autour de 44% de la superficie des terres émergées de la planète, soit quelque 64 millions de kilomètres carrés, pour agir vraiment face à l'érosion de la biodiversité et la crise des écosystèmes.

Outre l'objectif 11 d'Aichi des Nations unies visant à protéger 17 % de la planète d'ici à 2020, les estimations de cette étude sont de moitié, supérieures à celles envisagées dans le cadre de l'objectif 30/30.

En ce sens, le maintien des écosystèmes d'Afrique s'avère vital pour la planète. L'Afrique abrite en effet un quart de la biodiversité mondiale selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Le continent regroupe également « le plus grand assemblage intact de grands mammifères présents sur terre ». Une biodiversité rare regroupée au cœur de paysages extrêmement variés. Ces paysages, à la fois maritimes et terrestres, incluent les dunes de sables du parc national du Banc d'Arguin en Mauritanie, les mangroves de la Casamance au Sénégal et les eaux de l'archipel des Bijanos en Guinée Bissau.

Le continent africain abrite également la plus grande forêt tropicale de la planète, après l'Amazonie. Le bassin du Congo n'est pas seulement le « second poumon vert » de la planète. Pour protéger cette réserve environnementale majeure, les États concernés et des experts internationaux cherchent à étendre les « aires protégées ». Il faudra toutefois convaincre les avis qui voient en cet objectif, une entrave au déploiement des infrastructures de développement économiques.



Challenges.tn

Mariem Khadhraoui (Tunisie) ; Tunisie : Les cimentiers, les minéraliers et le secteur bancaire s'engagent volontairement pour la biodiversité ; Challenges, 30 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : https://www.challenges.tn/economie/tunisie-les-cimentiers-les-mineraliers-et-le-secteur-bancaire-s-engagent-volontairement-pour-la-biodiversite/?fbclid=IwAR2T9D7ThdQ_HMGjSJcsOk7SpLLU75rMEn7fY4QQk5w0byEOzxWFsCbEh1o



Les secteurs bancaires, du ciment, des eaux minérales ont conclu mardi, 29 novembre 2022 séparément, des engagements volontaires avec le Fonds mondial pour la Nature (WWF)- Afrique du nord, dans le cadre du projet « Ambition pour la biodiversité BIODEV2030 », a constaté une journaliste de TAP.

Il s'agit de la première initiative en Tunisie qui implique les secteurs économiques aux démarches de préservation de la biodiversité et du patrimoine naturel conclue en marge de la clôture mardi, à Tunis, du projet « Biodev 2030 » ambition pour la biodiversité », lequel est mené dans 16 pays pilotes, dont la Tunisie. Ce projet est financé par l'Agence française de développement (AFD), coordonné par Expertise France, et mis en œuvre, en Tunisie, par WWF- Afrique du Nord pendant deux ans 2020-2022.



S'agissant du secteur cimentier, il s'engage à travers la Chambre nationale des producteurs de ciment (CNPC), à promouvoir la prise en compte de la biodiversité dans l'activité de l'extraction dans les carrières, à développer et diffuser des connaissances sur la biodiversité au niveau des zones d'exploitation et à proximité, à restaurer les écosystèmes et des paysages après l'exploitation des carrières et à être à l'écoute et au partage avec les parties prenantes concernées par la biodiversité.

Pour le secteur bancaire, il s'agit notamment, d'intégrer les critères environnementaux en faveur de la biodiversité dans les décisions d'investissement et d'évaluation des risques, de promouvoir auprès des institutions bancaires les bonnes pratiques et les outils et instruments adéquats et innovants en matière d'investissements intégrant la protection de la biodiversité, la restauration des écosystèmes et la résilience climatique.

Il s'agit aussi, de développer des investissements verts et eco-responsables et d'encourager les activités économiques fondées sur la nature et la communication sur les progrès accomplis dans ce domaine. Pour Mouna Saied, déléguée générale du Conseil bancaire et financier (CBF), signataire de l'engagement, il est temps « de s'engager dans une démarche de finance durable, parce que les banques et les institutions financières sont de plus en plus conscientes des défis et de la nécessité d'intégrer les risques sur la biodiversité dans la finance et de s'engager dans des normes environnementales et sociales.

« S'engager pour la préservation de la biodiversité est nouveau pour le secteur bancaire, mais nous allons travailler de concert avec le WWF pour encourager les projets préservant le capital naturel et concrétiser ces ambitions grâce à un soutien technique et scientifique », a-t-elle dit.

Quant à l'Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie (ONTH) et la Chambre des producteurs des eaux conditionnées, ils prévoient, pour leur part, d'œuvrer pour préserver les sources d'eau et la biodiversité des impluviums et de les protéger conformément à ce qui est prévu par le Cahier des charges fixant les conditions générales d'organisation, d'exploitation et de production dans le secteur des eaux conditionnées. A cet égard, les deux structures s'engagent à mettre en place des périmètres de protection immédiats et rapprochés et des périmètres de protection éloignés.

Ils vont également, agir dans le cadre de cet engagement, pour éliminer les sources de pollution et préserver une eau naturellement pure et pour établir des politiques de protection des sites naturels abritant les sources et protéger la faune et la flore, lesquelles offrent des écosystèmes variés zones humides, prairies, forêts, soient des sites riches en biodiversité.





Selon Moufida ben Nasr, responsable communication au sein de l'ONTH, « la filière des eaux minérales qui n'est pas particulièrement, responsable de l'érosion de la biodiversité, a toutefois, un intérêt majeur à s'assurer que l'usage des impluviums, dont dépend en grande partie la qualité des ressources en eau, soit fait conformément à de bonnes pratiques respectueuses de l'environnement ».

Les minéraliers sont conscients de l'urgence des questions de protection de la biodiversité et de l'environnement, « qui exigent une démarche globale de développement durable impliquant toutes les parties prenantes dans une démarche participative orientée vers une démarche territoriale », a-t-elle dit.

Par ailleurs, le secteur de l'agro-industrie a été cité comme secteur impactant la biodiversité et pourrait, dans l'avenir, suivre les pas des filières qui se sont engagées aujourd'hui pour la préservation du patrimoine naturel tunisien.

A cet égard, les responsables du WWF-Afrique du Nord misent sur le dialogue et l'échange multipartite pour encourager d'autres engagements sectoriels et pour faire adhérer les cercles politiques dans cette ambition pour la biodiversité, une condition sine qua non de la bonne mise en œuvre des projets de sauvegarde et de préservation de la biodiversité.

En dépit de l'importance des accords conclus, les représentants des ministères chargés de la biodiversité et de sa préservation en Tunisie (Environnement, agriculture), ont brillé par leur absence lors de la cérémonie de signature des chartes pour la biodiversité.

La Tunisie riche en biodiversité (près de 7500 espèces animales et végétales connues) est l'un des pays les plus exposés aux menaces du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité.

à la réduction de la pression exercée sur la biodiversité en Tunisie

Afin de réduire la pression exercée sur la biodiversité dans le pays, les représentants du WWF-Afrique du Nord et les partenaires du projet « Biodev2030 » ambitionnent d'impliquer d'autres secteurs économiques, dans cette cause, à travers le développement des investissements verts et la promotion de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises.





Umbo Salama (RDC) ; Le journalisme peut-il aussi sauver la planète ? Ici Congo, 30 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://icicongo.net/2022/11/30/le-journalisme-peut-il-aussi-sauver-la-planete/>



72

Le journalisme environnemental. Cette thématique s'intègre de plus en plus dans la sphère médiatique de beaucoup de pays d'Afrique. Mais nombreux sont des journalistes qui disent éprouver des difficultés à trouver des sujets dans ce domaine. Le jeudi 10 novembre 2022, pendant que se tenait à Charm-el-Cheikh, en Egypte, la Cop 27, le Forum Pamela Howard de l'ICFJ (International center for journalism) sur le Reportage des Crises Mondiales, a organisé un webinaire sur comment proposer des sujets (pertinents) sur l'environnement, afin de pallier cette difficulté. Certains journalistes, de leurs côtés, ont accepté de nous partager leurs expériences dans le domaine de l'environnement.

Merveille Kakule Saliboko, est un journaliste basé à Butembo, à environs 300 Km au Nord de Goma, en province du Nord-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo. Depuis 2010, il s'intéresse à des thématiques de l'environnement, l'agriculture, la santé et le développement durable. « Une partie de mes études supérieures étaient en sciences de l'information et de la communication dans une université de la Conservation de la Nature



et de Développement. Parmi les cours, certains se rapportaient à la Conservation de la Nature. En cette même période, un proche avait lancé à Butembo la Radio Soleil fréquence verte. Devinez la ligne éditoriale de ce nouveau média ? L'environnement ! Les étoiles s'alignant, j'ai intégré cette radio à son implantation à Butembo en décembre 2010. Depuis lors, je me meus à la fois dans l'environnement et les thématiques connexes comme la santé, l'agriculture », explique-t-il.

Comme Merveille Saliboko, de plus en plus des journalistes intègrent des questions de l'environnement dans leur travail. Mais ce n'est pas encore fameux. « C'est un type de journalisme essentiellement axé vers l'enquête, donc loin des couvertures médiatiques qui produisent quelques subsides dans un contexte de pratique journalistique compliqué et de survie. Puisque l'enquête est onéreuse, dangereuse et longue, les adeptes du scoop s'en éloignent », indique Gaétan Bernard, journaliste camerounais et CEO du média Ecogreen-africa.

« Les rares fois où on parle de cette thématique c'est quand il y a une déclaration d'un acteur politique. Or, l'intérêt des journalistes pour une telle déclaration n'est pas la quintessence de la déclaration mais plutôt le "transport" qui est derrière. Le transport, c'est des billets de banque qu'on donne aux journalistes comme motivation », embraye Merveille Saliboko.

Pour nombreux des journalistes, c'est un travail qui vous rend fier surtout quand on traite des sujets peu reportés dans des médias, comme le dit ici Hervé Mukulu, un journaliste congolais, plusieurs fois récompensés pour ses articles sur l'environnement, la santé et même l'agriculture. « En novembre 2016 j'ai écrit un article sur les sauterelles pour le compte du magazine Afrique Agriculture. Quelques mois après j'ai écrit un autre article sur les abeilles pour le compte de infocongo.org. Ce travail m'a rendu fier et depuis je m'étais dit que c'est mieux que je traite plus des questions environnementales. C'est de cette façon que j'ai commencé à travailler sur des sujets peu reportés dans des médias. La fierté est aussi de contribuer à quelque chose de particulier », se réjouit-il.

Trouver l'angle, un casse-tête

Certains journalistes se justifient qu'ils ne trouvent pas assez d'angles dans le domaine de l'environnement. D'autres fustigent que les environnementalistes ne donnent rien en termes de sous pour recomposer le service rendu. Chose que réfute Denise Kyalwahi, fondatrice du média cent pour cent environnemental naturelcd.net. « Des sujets environnementaux sont très nombreux. Tout ce qui nous entoure, les cours d'eaux, les forêts, les animaux, les lieux publics... sont des sujets à exploiter. Nous avons aussi des chercheurs, universités, des services de tutelle, les habitants vulnérables des catastrophes naturelles et changement climatique, des livres et rapports des organisations environnementales, où on peut trouver des bons sujets et angles », affirme-t-elle.





Pour Hervé Mukulu, il y a plusieurs défis dans ce domaine et qu'on peut traiter d'une manière ou d'une autre. Selon lui faut répondre à certaines questions : « Pourquoi ces problèmes ? Quelles sont les causes ? Quelles sont les conséquences ? Que peuvent être des solutions Pratiques ? », indique-t-il. Il ajoute que le domaine de l'environnement est encore vierge et donc peu exploité. Il suffit de trouver un angle très intéressant. Il donne l'exemple d'une mauvaise récolte alors que c'est la saison culturale. « On va se demander pourquoi il y a des mauvaises récoltes ? Et là on peut se rendre compte qu'il y a des incidences du changement climatique sur l'agriculture. On peut alors chercher des spécialistes à la matière qui peuvent envisager certaines solutions. Et de cette manière on peut trouver un sujet », conseille-t-il.

Dans cette même logique, Merveille Saliboko indique qu'il faut d'abord avoir une passion sur les enjeux de l'environnement. Aussi, il faut être motivé par une bonne cause (pas les frais de transport). « Les sujets d'environnement sont tellement partout qu'on ne peut pas en manquer et nombreux sujets sont peu médiatisés : gestion des déchets en milieu urbain, gestion du sable des rivières. Il y a d'autres sujets qui se trouvent en milieu rural. Il suffit d'aiguiser son intérêt : qui cherche, trouve », conseille-t-il. Gaétan Bernard, lui, a déjà développé un réseau de sources dans les zones où il mène des enquêtes. « Mais aussi j'observe beaucoup et je suis l'actualité environnementale de notre continent », précise-t-il.

74

Lors du 104ème webinaire du Forum Pamela Howard de l'ICFJ (International center for journalism) sur le Reportage des Crises Mondiales, du jeudi 10 novembre portant sur « Comment proposer des sujets (pertinents) sur l'environnement », Augustine Kasambule, coordinatrice régionale du Rainforest Journalism Fund pour le Bassin du Congo au Centre Pulitzer, qui explique sur la pertinence de l'angle, prend l'exemple d'un éboulement sur un site minier. « Alors que tout le monde a tendance à rapporter les faits, à parler du nombre de morts, un autre journaliste, peut choisir de faire la différence en se posant ces questions : Y-a-t-il eu une entreprise minière qui a travaillé sur le site avant les exploitants artisanaux ? Est-ce qu'il y a eu des études des impacts environnementaux qui ont été réalisées ? Quelles sont les conséquences de cette activité sur les communautés ? » Et lorsque je propose cet angle à un éditeur il ne va pas refuser », rassure-t-elle.

Daouda Sow, rédacteur en chef de la télévision marocaine Medi1 TV pour le bureau de Dakar au Sénégal, aussi intervenant dans ce webinaire, conseille qu'il ne suffit pas seulement de parler des problèmes à chaque fois. « Au-delà des problèmes, il est possible de montrer aussi les solutions qu'il y a », embraye-t-il. Il indique qu'il est aussi important de voir ce qui a été déjà fait par les autres confrères sur la même question. Cela servira de base pour mieux préparer un sujet. « L'environnement est un domaine vaste ayant un lien avec la santé, l'agriculture, le transport. On ne peut pas manquer de sujets à force de chercher », insiste Augustine Kasambule.





Prôner un travail collaboratif

Combiner plusieurs outils multimédias : données, cartographies, graphiques, vidéos, sons, renforce l'impact d'un article environnemental et augmente son audience. Dans ce sens Rainforest Journalism Fund a toujours privilégié un travail collaboratif. Des journalistes peuvent se mettre ensemble sur des sujets au niveau non seulement local mais aussi sur des sujets transfrontaliers. Par exemple vous aimerez raconter une histoire non seulement de façon simple, mais aussi évoquer des données. Et, celui qui peut vous aider pour que les lecteurs comprennent facilement ces données, c'est un journaliste qui vit dans une autre zone ou travail dans un autre média. Vous pouvez collaborer avec lui. « Un travail collaboratif c'est la somme de plusieurs intelligences. L'impact est beaucoup grand que si l'on avait travaillé seul », explique Augustine Kasambule.

Mais Merveille Saliboko hésite encore sur un travail collaboratif. « Il faut un degré de confiance qui doit s'installer pour faire de la collaboration. Car, les journalistes congolais sont tellement amis des politiciens qu'on ne peut pas facilement faire la collaboration. Si le sujet est sensible, un membre de l'équipe pourrait en parler à l'homme fort sur qui on enquête. C'est un risque qu'il faut prendre en compte car les journalistes et les médias ne sont pas indépendants. De nombreux médias sont mis en place par des politiciens. Je ne vois pas un journaliste scier l'arbre (politique) qui le nourrit, sur lequel il est assis », s'inquiète-t-il.

Pour Gaétan Bernard, la collaboration donne encore plus d'espoirs que de craintes. « C'est une satisfaction de travailler en collaboration parce qu'en même temps, nous partageons nos expériences et méthodes de travail. C'est plus que les ateliers auxquels nous participons souvent. Forcément, lorsqu'on est nombreux à travailler sur le même sujet, les acteurs qui cachent des choses et sont enclin à nous menacer reculent un peu et se montrent moins agressifs », indique-t-il.

« L'avantage d'un travail collaboratif c'est de ne pas être borné par sa seule manière de voir les choses », avance Hervé Mukulu. Il ajoute que le journalisme environnemental demande aussi l'accès à plusieurs données ainsi qu'à plusieurs ressources et que la collaboration a plus d'avantage que de travailler seul. « Récemment j'ai travaillé les produits forestiers non lignés, PFNL. Au début, j'allais travailler seulement dans la zone de Beni, au Nord-Kivu. Mais quand je me suis mis au défi de le rendre national dans cinq provinces de la RDC, nous avons pu accéder à d'autres réalités, à d'autres personnes ressources, qui n'étaient pas à ma portée », raconte-t-il.

Un travail de terrain

Quand on parle de l'environnement, nous sommes tous concernés car cela touche à l'eau que nous buvons, à l'air que nous respirons, au sol que nous exploitons pour l'agriculture,



à nos sécurités alimentaires et à notre santé. « C'est une question de vie et de mort », insiste Kossi Balao, directeur du Forum Pamela Howard de l'International Center for Journalist (ICFJ) sur le Reportage des Crises Mondiales et modérateur de ce 104ème webinaire. Citant les études de « lancet planetary earth », Kossi Balao indique que la pollution de l'air, de sol et de l'eau cause trois fois plus des morts que le Sida, la tuberculose et le paludisme. Lorsqu'un journaliste couvre un enjeu aussi complexe, aussi sensible, aussi vaste que l'environnement, il faut s'assurer de proposer un sujet pouvant permettre au public de comprendre l'urgence de la situation.

Des journalistes qui travaillent dans le domaine de l'environnement indiquent qu'ils sentent la contribution de leur travail dans la lutte contre le réchauffement climatique. « Nous faisons souvent bouger les lignes. Nous sommes régulièrement lus par les gouvernants qui tiennent compte de nos articles pour se remettre en cause », s'enthousiasme Gaëtan Bernard. Dans ce sens, Denise Kyalwahi préconise d'intégrer dans des rédactions des desks dédiés à l'environnement. « Si on parle au moins une fois par jour dans nos éditions, en-dehors des émissions des organisations environnementales, nous allons vivre un monde meilleur que nous laisserons à la génération future », pense-t-elle.

Selon ces journalistes, ce qu'on gagne dans le journalisme environnemental, c'est la satisfaction d'un travail bien fait et le fait de donner la parole à des gens à qui on donne rarement de la parole avec le "journalisme politique". « Au moment où les journalistes politiques courent vers les politiciens à cause du transport, vous vous prenez le sens inverse pour aller rencontrer les personnes impactées. C'est comme si vous donnez la matière aux politiciens pour venir s'enquérir de la situation que vous avez exposée », indique Merveille Saliboko.

Pourtant c'est un travail qui demande beaucoup de descente sur le terrain pour rencontrer différentes sources d'informations, une grande curiosité, rencontrer des experts. « Ce journalisme nous permet d'entrer en contact avec le monde scientifique. On est en contact avec les autres journalistes du monde. Il est vrai que nous perdons beaucoup d'énergie pour confronter les sources, mais ce qui est important est que quand il y a des appels à proposition d'article sur l'environnement là on se sent soulagée », explique Dénise Kyalwahi.

Pour Gaëtan Bernard, dans ce domaine on ne gagne pas nécessairement en termes d'argent. « On gagne en expérience parce qu'aucune enquête ne ressemble à une autre. Le terrain est le meilleur espace d'expression du vrai journalisme et le journalisme environnemental est le meilleur moyen de se montrer performant. On perd peut-être les perdiems des ateliers mais ce n'est rien à côté de la satisfaction d'une bonne enquête », s'enthousiasme-t-il.

Eveiller la conscience





Pour la plupart des journalistes, il est difficile de quantifier l'impact d'un article environnemental. Mais dans l'immédiat c'est l'éveil de conscience du public. « Faire connaître les problèmes et les réussites, voilà ce qu'on fait. Et si, à côté, il y a des gens qui agissent sur base d'un article et son contenu, alors c'est waouh », indique Merveille Saliboko.

Mais l'inquiétude est grande. Faire connaître les problèmes et les solutions envisageables est une chose et amener les gouvernants à agir en est une autre. Si les décideurs ne se bougent pas, euh bien, la population n'est pas dupe. C'est elle qui choisit les dirigeants sur base des intérêts éclairés par les révélations des journalistes. « Le comble est que dans notre région, beaucoup de politiciens sont ceux qui incitent la population à occuper les aires protégées. Et malheureusement, on ne peut pas faire autre chose que d'exposer la situation. Le gros problème, c'est parce que les institutions judiciaires au pays ne fonctionnent pas correctement », s'inquiète-t-il.

Pour lui, chaque journaliste devrait a minima connaître les bases du journalisme environnemental car la crise climatique concerne le monde entier. Si les problèmes environnementaux ne sont pas identifiés et les solutions possibles envisagées et explorées, alors on va subir de plein fouet les changements climatiques. Et chaque personne, d'une façon ou d'une autre, sera impactée. Les journalistes ont un grand rôle à jouer. Pourtant les journalistes spécialisés dans les thématiques environnementales sont encore peu nombreux. « Parce que plus nous serons nombreux, mieux le monde se portera s'il tient compte de nos sujets », souhaite Gaëtan Bernard. « Il s'agit d'un journalisme qui permet d'éveiller la conscience surtout quand le sujet est bien traité, avec des preuves, des bonnes données, des sources pertinentes et de cette manière ce journalisme permet aussi de protéger l'environnement », conclut Hervé Mukulu.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : la déforestation, parmi les causes des éboulements de terrain ; Afrik 21, 30 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/cameroun-la-deforestation-parmi-les-causes-des-eboulements-de-terrain/>



78

Un nouvel éboulement de terrain vient de causer la mort de 15 personnes à Yaoundé au Cameroun. Le pays enregistre ainsi le 4e drame du genre en l'espace de quatre ans. Pour stopper cette recrudescence des éboulements de terrains, scientifiques et membres de la société civile invitent le gouvernement camerounais à agir contre plusieurs causes, notamment la déforestation.

Un éboulement de terrain s'est produit le dimanche 27 novembre 2022 au quartier Damas, dans la périphérie sud-ouest de Yaoundé au Cameroun. Le dernier bilan humain du drame fait état de 15 morts et plusieurs blessés, selon les chiffres officiels.

En octobre de cette même année, un autre éboulement est survenu dans la même ville, au quartier Mimboman, faisant 3 morts. Un drame similaire s'était produit en août 2021 dans la ville de Foumban emportant un père et ses deux enfants. Cette série d'événements ramène à la mémoire un autre incident similaire qui s'est produit en 2019 dans la ville de Bafoussam faisant près de 43 morts.

La déforestation, parmi les causes





« Pour l'instant, il est assez difficile de donner la cause exacte de tels incidents, mais nous pouvons considérer certains facteurs anthropogéniques importants comme étant la cause de cet incident, notamment la coupe des pentes pour la construction qui conduit à l'instabilité, comme dans les cas de Bafoussam et Mbonj. La déforestation extensive, l'agriculture et l'urbanisation anarchique doivent également être prises en compte.» expliquent Nchini Livinus Wayih et Teshoukong Agendia, chercheurs en stabilité et dynamique des pentes et en évaluation des risques, à l'Université de Buea au sud-ouest du Cameroun.

Pour la société civile, les autorités doivent agir dans l'urgence. « Le gouvernement devrait poser des actions concrètes pour prévenir ce type d'incidents afin de protéger le droit à la vie des populations dont il est le premier garant. Le gouverneur de la région du Centre a reconnu lors de sa visite sur les lieux que la zone était très dangereuse. Outre cette reconnaissance, il serait bien d'identifier les causes exactes de ces drames devenus récurrents dans notre pays afin de limiter les dégâts dans les années à venir, car prévenir vaut toujours mieux que guérir » affirme Stella Tchoukep, Chargée de la Campagne Forêt, Greenpeace- Afrique.

Selon l'Union européenne, le Cameroun perd chaque année trois fois la surface de sa capitale Yaoundé (183 km²) en forêt. Une situation qui accroît l'impact du changement climatique sur la biodiversité, les activités socio-économiques et les populations.



Michaël Moukouangui Moukala (Gabon) ; Gabon : Comment la certification forestière modélise la gestion durable des forêts ? (Analyse) ; Direct Infos, 30 novembre 2022.

Pour accéder à l'article : <https://directinfosgabon.com/gabon-comment-la-certification-forestiere-modelise-la-gestion-durable-des-forets-analyse/>



80

Alors que le Gabon a annoncé, dès 2018, sa volonté de certifier l'ensemble de ses concessions forestières sur le moyen terme (2025), ce processus volontaire tend à répondre à des objectifs économiques, sociaux et environnementaux spécifiques dans le pays. Constat et analyse.

« La gestion durable et l'aménagement responsable de nos forêts permettent de conserver sa plus grande richesse, soit sa biodiversité ».



Ce fragment de phrase prononcé il y a quelques années par un enseignant canadien spécialisé en aménagement de la forêt est, en quelque sorte, le bénéfique résumé d'un processus de certification forestière.

Mais doit-on se contenter de cette phrase sans la faire exploser et en scinder le sens réel de ce que procure réellement la certification forestière et comment celle-ci peut répondre à des objectifs spécifiques ? Si de prime abord, il paraît aujourd'hui presque impossible de penser la lutte contre les changements climatiques sans une gestion optimale des forêts, la certification se présente comme une réponse infaillible à cette convenance.

Elle est, pour emprunter quelques mots au Docteur Rose Ondo, Enseignant-Chercheur à l'Université Omar Bongo (UOB) et Expert en Gestion durable des forêts et certification forestière, « un mécanisme volontaire qui est mise à la disposition des entreprises forestières et des industriels de bois pour aller vers la gestion durable des forêts ». D'après le Docteur, la certification concourt à la gestion durable des forêts qui elle prend en compte les fonctions environnementales, sociales et économiques de la forêt.

Ainsi présenté, « gérer durablement une forêt, c'est faire en sorte que cette forêt soit bénéfique pour les populations et les travailleurs forestiers. Faire en sorte que cette forêt préserve l'environnement dans une concession (...) et qu'elle soit économiquement viable. »

Au Gabon, alors que le processus a débuté il y a quelques années, quelques entreprises ont déjà expérimenté ce processus. Parmi lesquelles Rougier, un exploitant forestier historique.

Rougier : Un cas d'école

Installé au Gabon depuis 1952, Rougier exploite près de 895 000 ha de forêt pour une production de l'ordre de 300 000 m³ de grumes/an et emploie environ 1000 personnes.

Les concessions forestières de Rougier font partie de plus de deux millions d'hectares de forêts certifiées au Gabon sur un total de près de 15 millions d'hectares de concessions forestières. En termes de certification, l'exploitant figure parmi les « bons-élèves » au Gabon en la matière. L'entreprise est engagée dans ce processus depuis 2004 avec la certification ISO 14001 de son système de « management environnemental ».

La certification a permis à Rougier de remodeler son système de gestion de ses exploitations forestières, dont ses bases vie, ses sites industriels, la faune et son rapport aux populations environnantes.

Ce remodelage a été important pour Rougier en ce sens qu'il a permis de conforter les parts de marchés de l'exploitant forestier dans les pays particulièrement sensibles aux





problématiques environnementales à l'exemple des USA et Europe avec l'arrivée de FLEGT.

L'un n'allant pas sans l'autre, cette transition vers la résilience des modèles de gestion des concessions et des sites forestiers a aussi permis de garantir aux employés, les droits sociaux requis. En effet, explique Rougier Gabon, la certification a permis de mener des actions aussi bien en direction des salariés et de leurs familles qu'en direction des populations vivant au sein des concessions forestières exploitées.

Ce qui a aussi permis de renforcer l'ancrage des thématiques de la sécurité, de l'hygiène, de l'habitat, de l'éducation, de l'alimentation et de la santé.

Journaliste environnemental spécialisé sur les crimes environnementaux et directeur de la Radio Communautaire Ivindo-FM, Benjamin Evine-Binet voit en ces actions, la garantie sociale absolue qu'un processus de certification procure à une entreprise. Pour lui, la certification est, in fine, un facteur de viabilité économique et sociale garantie par les bonnes pratiques des exploitants forestiers.

La certification, un facteur de durabilité écologique

Alors que le Gabon vient de déposer il y a quelques mois, sa seconde Contribution déterminée nationale (CDN) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), le pays envisage de maîtriser en 2030, 30.381 GgCO₂eq en stock de carbone forestier. Cette projection ne pourra être atteinte sans la responsabilité des entreprises forestières.

Cette responsabilité ne va cependant pas se décréter de manière unilatérale par les entreprises, car il faut en plus, les convaincre du bien-fondé de cette résilience. La certification se positionne comme une réponse à ces attentes.

Sa contribution pour la résilience de l'exploitation des forêts et la viabilité de ces dernières n'est plus à démontrer. En démontre, la part belle consacrée à l'Aménagement par le Code forestier Gabonais.

Or l'aménagement fait partie du processus de gestion rationnelle et durable des forêts. Donc du processus de certification que les organismes tels que le Forest Stewardship Council (FSC), en partenariat avec le ministère des Eaux et Forêts implémenté au niveau national.

Comme des organismes similaires, la certification FSC promeut les bonnes pratiques en matière de gestion durable des forêts. Au nombre de dix, les principes de gestion de cette association internationale concourent, lorsqu'ils sont respectés, à répondre aux engagements nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques.





« Sur le plan écologique qui fait la jonction avec l'aspect économique, c'est la gestion durable de nos écosystèmes forestiers. Nous avons les plans d'aménagement, les plans de gestion, les études d'impacts environnementales et sociales (EIES). Tous ces outils concourent à la pérennité de la ressource, l'utilisation durable de cette ressource et à l'atteinte de l'objectif qui voudrait que les forêts soient gérées de façon responsable. Le gaspillage de la ressource est proscrit », a conclu Emmanuel Bayani Ngoyi, chargé d'études au ministère des Eaux et Forêts par ailleurs président de l'élaboration de la norme nationale FSC.

Effet du hasard alors que la norme nationale est entrée en vigueur en mars 2021, la même année, la déforestation a été réduite de 28% au Gabon d'après les données de la Forest Declaration Assessment, un processus continu et collaboratif réalisé collectivement par des organisations de la société civile et des chercheurs.

De plus, les principes ou exigences de gestion forestière véhiculés par les organismes de certification s'impliquent fort bien aux exigences réglementaires nationales en matière d'aménagement des forêts. Peut-on aujourd'hui, dans le continuum de la perte de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques continuer d'avancer les yeux fermés ? La réponse est non. Car nous sommes la nature et la nature est nous.

